



Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013-2014

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2014

ERRATUM

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013-2014

Affaires indiennes et du Nord canadien (le 27 novembre 2013)

Tel que demandé par le ministère, une correction au tableau « Liste des paiements de transfert » a été faite afin de refléter le montant exact de la subvention suivante :

Subventions pour l'évolution politique des territoires, particulièrement en ce qui concerne le transfert des responsabilités devrait être 20 532 612 \$ au lieu de 24 807 442 \$.

Défense nationale (le 10 décembre 2013)

Tel que demandé par le ministère, l'explication pour « Fonds pour assurer la mise en œuvre continue de la Stratégie de défense *Le Canada d'abord* » dans la section « Principaux postes » de l'introduction a été changée.

L'explication devrait être :

« Le ministère de la Défense nationale continuera de soutenir les capacités, nouvelles et améliorées, liées à la Stratégie de défense *Le Canada d'abord*, notamment l'état de préparation (c.-à-d. le coût associé à la préparation au déploiement de troupes et d'équipement, comme les exercices de formation conjoints et dans le Nord), le renouvellement de l'équipement tel que les hélicoptères Chinook. »

Au lieu de :

« Le ministère de la Défense nationale continuera de soutenir les capacités, nouvelles et améliorées, liées à la Stratégie de défense *Le Canada d'abord*, notamment l'état de préparation (c.-à-d. le coût associé à la préparation au déploiement de troupes et d'équipement, comme les frais de formation), la croissance des Forces canadiennes et le renouvellement de l'équipement (tels les hélicoptères Chinook, les avions Hercules et des véhicules blindés tactiques de patrouille). »

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada,
représentée par le président du Conseil du Trésor, 2013

Ce document est disponible en médias substituts sur demande.

Ce document est disponible sur le site Web du Conseil du Trésor à l'adresse suivante : <http://www.tbs-sct.gc.ca>.

Internet : <http://publications.gc.ca>

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé pour désigner tant les hommes que les femmes.

Catalogue : BT31-2/2-2014F-PDF

ISSN : 1702-5176

(Numéro international normalisé des publications en série)

BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013-2014

Introduction

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de quatre sections distinctes :

1. Introduction au budget supplémentaire des dépenses;
2. Tableaux sommaires;
3. Détails par ministère, organisme et société d'État;
4. Annexe.

Objectif et renseignements généraux

Chaque année, le gouvernement prépare un budget des dépenses pour demander au Parlement l'autorisation de dépenser des fonds publics. Cette demande d'autorisation de dépenser est présentée officiellement au moyen d'un projet de loi de crédits déposé au Parlement. Le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses sont déposés à la Chambre des communes par le président du Conseil du Trésor, et ils appuient l'examen par le Parlement des projets de loi de crédits. Comme pour les autres projets de loi, les projets de loi de crédits deviennent des lois une fois qu'ils ont été approuvés par la Chambre des communes et le Sénat et qu'ils ont reçu la sanction royale.

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires du gouvernement du Canada qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers. Il présente également de l'information au Parlement sur les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions, et les modifications au libellé de crédits qui seront ultérieurement approuvées au moyen d'un projet de loi de crédits.

Les documents du budget supplémentaire des dépenses sont déposés au Parlement avant le projet de loi de crédits connexe qui, une fois approuvé, accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor en vue de délivrer ses programmes et d'offrir ses services. Ainsi, les divers comités permanents du Parlement ont le temps d'examiner les dépenses proposées avant la présentation du projet de loi de crédits.

Le budget supplémentaire des dépenses fournit aussi des renseignements à jour, à titre indicatif seulement, sur les modifications quant aux coûts prévus des principaux postes législatifs. Ces dépenses étant déjà autorisées par une loi, elles ne figureront pas dans le projet de loi de crédits relatif au présent budget supplémentaire des dépenses, mais il est possible de les obtenir en ligne.

La pratique consiste à déposer un budget supplémentaire des dépenses pour chacune des trois périodes parlementaires d'octroi des crédits, lesquelles se terminent le 23 juin, le 10 décembre et le 26 mars, respectivement. Le présent budget supplémentaire des dépenses (B) est le deuxième des trois budgets supplémentaires des dépenses qui sont prévus pour l'exercice en cours.

Sommaire du budget des dépenses

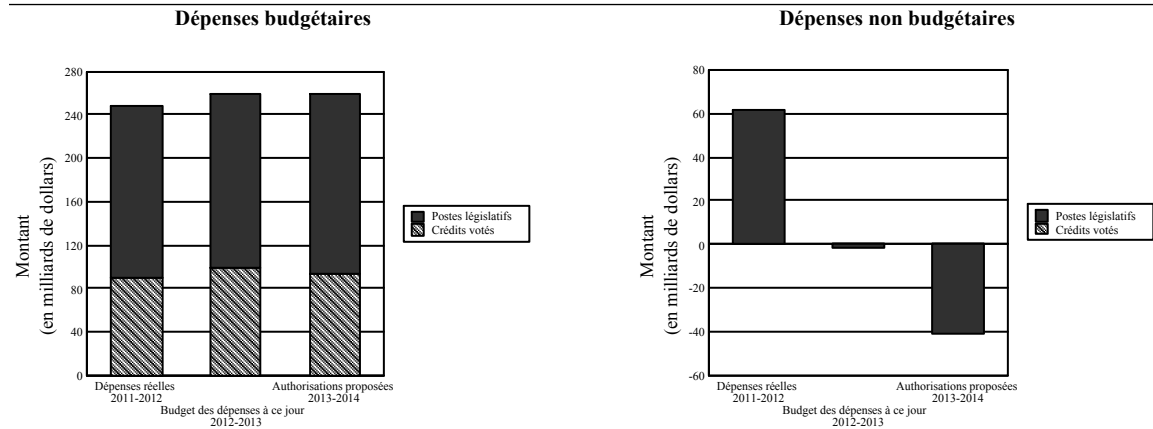
Budgets des dépenses à ce jour pour 2013-2014

Le *Budget principal des dépenses 2013-2014*, déposé le 25 février 2013, visait à obtenir l'autorisation du Parlement pour des crédits annuels afin de dépenser 87,1 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées et 71,1 millions de dollars en dépenses non budgétaires votées. Il présentait également des renseignements relatifs aux montants alloués aux postes législatifs de 165,5 milliards de dollars en dépenses budgétaires et de 41,0 milliards de dollars en recouvrements nets non budgétaires. La *Loi sur le crédit n° 1 pour 2013-2014* a reçu la sanction royale le 27 mars 2013 et a permis de fournir des crédits provisoires aux ministères, aux organismes et aux sociétés d'État tributaires de crédits jusqu'à la fin juin 2013. La *Loi sur le crédit n° 2 pour 2013-2014*, quant à elle, a reçu la sanction royale le 19 juin 2013 et a permis de fournir des crédits pour le reste des montants présentés dans le budget principal des dépenses.

Le *Budget supplémentaire des dépenses (A) 2013-2014*, déposé le 10 mai 2013, a fourni des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour engager des crédits votés de 1,1 milliard de dollars, ce qui représente une augmentation de 1,3 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses. En outre, ce document comprend des renseignements concernant une augmentation de 8,2 millions de dollars des dépenses budgétaires législatives prévues. La *Loi sur le crédit n° 3 pour 2013-2014* a reçu la sanction royale le 19 juin 2013.

Le *Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013-2014* fournit des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour engager des crédits votés de 5,4 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 6,2 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses. Comme ce fut le cas dans le budget supplémentaire des dépenses (A), les mesures annoncées dans le budget fédéral de 2013 sont clairement indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Les prochains budgets des dépenses feront état d'autres dépenses annoncées dans le budget fédéral de 2013.

Comparaison des autorisations proposées, des budgets des dépenses et des dépenses réelles



	Dépenses réelles 2011-2012	Budget des dépenses à ce jour 2012-2013	Budget des dépenses 2013-2014		
			Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
			(dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	89 717 871 422	98 650 444 891	88 987 885 046	5 414 820 583	94 402 705 629
Postes législatifs	158 125 684 342	160 375 782 935	165 495 327 946	5 455 830	165 500 783 776
Total des dépenses budgétaires	247 843 555 764	259 026 227 826	254 483 212 992	5 420 276 413	259 903 489 405
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	487 450 200	79 403 008	71 103 003	1	71 103 004
Postes législatifs	61 600 473 581	(1 720 777 269)	(41 024 336 315)	.....	(41 024 336 315)
Total des dépenses non budgétaires	62 087 923 781	(1 641 374 261)	(40 953 233 312)	1	(40 953 233 311)

Nota :

1. Les dépenses budgétaires incluent les frais de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État.
2. Les dépenses non budgétaires (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.
3. Les crédits votés sont ceux qui doivent être autorisés par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits.
4. Les dépenses législatives sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l'entremise de lois habilitantes et dont les prévisions sont présentées à titre d'information.

Les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses

	Budget des dépenses 2013-2014				
	Budget principal	Budget supplémentaire			Total
		A	B	C	
		<i>(dollars)</i>			
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	87 058 771 051	1 103 446 635	5 414 820 583	.....	93 577 038 269
Postes législatifs	165 476 286 408	8 153 662	5 455 830	.....	165 489 895 900
Total des dépenses budgétaires	252 535 057 459	1 111 600 297	5 420 276 413	.....	259 066 934 169
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	71 103 003	.....	1	.....	71 103 004
Postes législatifs	(41 024 336 315)	.....	.....	.....	(41 024 336 315)
Total des dépenses non budgétaires	(40 953 233 312)	.....	1	.....	(40 953 233 311)

Modifications à la présentation du budget supplémentaire des dépenses

Plusieurs modifications ont été apportées à la présentation du budget principal et des budgets supplémentaires des dépenses 2013-2014, afin d'accroître la quantité de renseignements présentés et de faciliter l'utilisation du document dans son ensemble.

Dans les documents publiés et les tableaux en ligne, les ministères et les organismes sont présentés par ordre alphabétique selon leur appellation légale, ce qui facilite leur localisation dans les versions papier ou électroniques du document. La présentation selon le portefeuille ou le ministère a été maintenue dans le cas des annexes proposées du projet de loi de crédits.

L'architecture d'alignement des programmes pour 2013-2014 a servi à produire les tableaux qui présentent l'information selon les résultats stratégiques et les programmes. Lorsqu'il y avait eu un changement dans l'architecture, les montants des exercices précédents n'ont pas été reclassés dans la nouvelle structure et ont été inscrits en tant que des « Fonds non affectés à l'architecture d'alignement des programmes 2013-2014 ».

Les budgets des dépenses sont préparés dans le but d'appuyer les projets de loi de crédits. D'autres modifications ont été apportées pour mettre en évidence les postes de l'annexe proposée du projet de loi de crédits :

- La présentation des dépenses au titre des autorisations législatives a été condensée. Les données détaillées relatives aux prévisions des postes législatifs figurent dans le tableau en ligne.
- Les montants indiqués sous la rubrique « Explication du besoin » sont désormais arrondis à l'unité. Cette section contient également de l'information sur les postes pour lesquels un montant d'un dollar a été inclus dans le projet de loi de crédits pour l'obtention de l'autorisation parlementaire.

Principaux postes

Cette section donne un aperçu des initiatives majeures, financées par des crédits votés, inscrites dans le présent budget supplémentaire des dépenses à l'appui de l'approbation du Parlement.

Secrétariat du Conseil du Trésor, 955,0 millions de dollars**Besoin en matière de rémunération – Fonds pour des affectations aux ministères et aux organismes admissibles pour le versement des indemnités de départ accumulées**

Les fonds serviront à rembourser les ministères, les organismes et les sociétés d'État au titre des indemnités de départ. Aux termes des récentes conventions collectives, les employés visés n'accumuleront plus de crédits aux fins de l'indemnité de départ dans les cas de démission ou de départ à la retraite. Les indemnités de départ accumulées jusqu'à la signature de la convention collective pertinente sont payables à l'employé sur demande. Les dépenses admissibles seront remboursées au moyen d'un transfert direct aux crédits ministériels pendant l'exercice au cours duquel ces coûts sont réellement engagés.

Sécurité publique et Protection civile, 689,0 millions de dollars**Augmentation du financement du programme de contributions Accords d'aide financière en cas de catastrophe**

Les Accords d'aide financière en cas de catastrophe ont pour but de fournir une aide financière du gouvernement fédéral aux provinces et aux territoires qui doivent assumer des coûts liés aux interventions et à la reprise à la suite de catastrophes naturelles majeures. Le programme aide à remettre dans leur état d'avant la catastrophe des infrastructures publiques et des biens personnels de base endommagés de particuliers et de petites entreprises. Ce financement est principalement lié aux 2 milliards de dollars qui sera versé à l'Alberta pour l'aider à assumer les coûts liés à la reprise à la suite des inondations de juin 2013.

Défense nationale, 514,3 millions de dollars**Fonds pour la mise en œuvre du règlement approuvé par la Cour fédérale à l'égard du recours collectif Manuge concernant la disposition d'indemnisation de la *Loi sur les pensions* incluse dans le Régime d'assurance-revenu militaire des Forces canadiennes – Politique sur les prestations d'invalidité de longue durée**

Ces fonds (qui comprennent 506,6 millions de dollars en fonds non utilisés de 2012-2013) appuieront la mise en œuvre du règlement approuvé par la Cour fédérale, en avril 2013, à l'égard du recours collectif Manuge. Les fonds seront versés à Manuvie Canada et répartis entre les personnes admissibles aux termes du règlement.

Affaires indiennes et du Nord canadien, 472,2 millions de dollars**Fonds pour poursuivre la mise en œuvre de La justice, enfin : Plan d'action relatif aux revendications particulières (*Budget fédéral de 2013*)**

L'initiative La justice, enfin (2007) prévoyait le règlement accéléré des revendications particulières des Premières nations. Les revendications particulières sont des règlements négociés afin d'indemniser les Premières nations pour les pertes subies en raison de la mauvaise administration de terres et d'autres actifs des Premières nations ou pour le nonrespect de traités conclus avec les Indiens. Le renouvellement de cette initiative octroie des fonds de fonctionnement (20,2 millions de dollars) pour l'appui continu aux activités liées à la recherche, à l'évaluation, aux négociations et aux litiges pour des revendications particulières. En outre, des fonds (452,0 millions de dollars) sont prévus pour l'indemnisation des Premières nations en prévision des règlements futurs de revendications particulières.

Défense nationale, 400,0 millions de dollars**Fonds pour assurer la mise en œuvre continue de la Stratégie de défense *Le Canada d'abord***

Le ministère de la Défense nationale continuera de soutenir les capacités, nouvelles et améliorées, liées à la Stratégie de défense *Le Canada d'abord*, notamment l'état de préparation (c.-à-d. le coût associé à la préparation au déploiement de troupes et d'équipement, comme les exercices de formation conjoints et dans le Nord), le renouvellement de l'équipement tel que les hélicoptères Chinook.

Santé, 285,5 millions de dollars**Fonds pour soutenir les programmes et services de santé offerts aux Premières nations et aux Inuits (*Budget fédéral de 2013*)**

Le gouvernement fédéral fournit un éventail de services de soins de santé primaires dans les communautés autochtones et inuites éloignées et isolées, des services de santé publique dans les réserves et des services de santé non assurés à tous les membres des Premières nations et Inuits admissibles. Les fonds serviront à appuyer les besoins opérationnels liés à l'exécution du programme, y compris les prestations supplémentaires pour soins de santé, les services de soins de santé primaires dans les communautés éloignées, ainsi que les services de santé mentale et de traitement des toxicomanies. Les fonds serviront également aux investissements permettant de poursuivre l'élargissement de l'infrastructure de cybersanté dans les communautés éloignées et à faciliter l'établissement de normes nationales d'accréditation des organismes de soins de santé des Premières nations et des Inuits.

Secrétariat du Conseil du Trésor, 275,0 millions de dollars**Besoins supplémentaires pour le report du budget de fonctionnement**

Le report du budget de fonctionnement permet aux ministères de reporter au prochain exercice un montant limité des fonds de fonctionnement non utilisés, ce qui améliore la marge de manœuvre financière à l'égard de la gestion des programmes gouvernementaux. Une fois approuvé par le parlement, le financement supplémentaire accordé au crédit central pour le report du budget de fonctionnement sera attribué parmi les ministères.

Défense nationale, 164,7 millions de dollars**Fonds consacrés à l'étape de définition du projet de navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique et à la mise en œuvre des projets d'infrastructure des navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique**

Le ministère de la Défense construira de six à huit navires, pouvant opérer dans la nouvelle glace, à un coût total pouvant atteindre 3,1 milliards de dollars. Les fonds accordés cette année serviront à l'étape de définition et à la mise en œuvre de l'infrastructure. L'étape de définition comprend la conception et l'ingénierie de la production des navires, et la mise en œuvre de l'infrastructure, notamment les mises à niveau de la Base des Forces canadiennes Esquimalt et de la Base des Forces canadiennes Halifax, ainsi que l'établissement d'installations de mouillage et de ravitaillement des navires à Nanisivik, au Nunavut.

Bureau de l'infrastructure du Canada, 132,4 millions de dollars**Financement pour permettre le respect des engagements du gouvernement envers le Fonds de la taxe sur l'essence en vue d'appuyer des projets d'infrastructure municipaux durables sur le plan de l'environnement et favorables à l'assainissement de l'air et de l'eau, ainsi qu'à une diminution des émissions de gaz à effet de serre**

Le Fonds de la taxe sur l'essence fournit un financement prévisible et à long terme à l'appui des projets d'infrastructure municipaux durables sur le plan de l'environnement dans les domaines suivants : transport en commun, eau potable, infrastructure des eaux usées, énergie verte, gestion des déchets.

Affaires étrangères, Commerce et Développement, 120,0 millions de dollars**Fonds permettant de réagir rapidement en cas de crises et de désastres majeurs sur la scène internationale**

Ces fonds permettront au gouvernement du Canada d'intervenir rapidement dans des situations de crises internationales imprévues, comme des catastrophes naturelles, des crises humanitaires et des conflits. Le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement coordonne la réponse globale du gouvernement lors de catastrophes et fournit une aide financière à une gamme d'activités humanitaires (alimentaires et non alimentaires), qui répondent aux besoins immédiats des personnes et des collectivités en situation de crise.

VIA Rail Canada Inc., 97,9 millions de dollars**Fonds destinés à financer les besoins en capital (*Budget fédéral de 2013*)**

Ces fonds aideront VIA Rail Canada Inc. à combler ses besoins en capital en 2013-2014 pour des travaux liés à la réfection de ponts, aux systèmes de signalisation, à des contrats de matériel, à l'amélioration des rails, à la réparation de gares et à des projets de technologie de l'information. Ces investissements amélioreront la sécurité, l'efficacité et l'efficacité des opérations de VIA Rail Canada Inc.

Secrétariat du Conseil du Trésor, 94,1 millions de dollars**Rajustements à la rémunération – Virement aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux**

Ces fonds serviront à indemniser les ministères, les organismes et les sociétés d'État tributaires de crédits parlementaires pour les répercussions des conventions collectives et d'autres rajustements connexes apportés aux conditions de service ou d'emploi. Les coûts résultent des conventions signées entre le 1er avril et le 31 juillet 2013.

Affaires étrangères, Commerce et Développement, 90,0 millions de dollars**Fonds pour l'aide humanitaire pour faire face à la crise qui sévit en Syrie**

Ces fonds permettront d'appuyer des organisations humanitaires d'expérience qui mènent leurs activités en Syrie et dans des pays d'accueil de réfugiés, y compris des organismes des Nations Unies, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et des organisations non gouvernementales. L'aide financière du Canada sera utilisée par ces organisations pour fournir une aide humanitaire vitale : aliments, eau potable et assainissement, soins de santé d'urgence, refuges et protection des populations touchées par la crise en Syrie.

Affaires étrangères, Commerce et Développement, 85,8 millions de dollars**Financement consacré au Fonds pour la paix et la sécurité mondiales et au Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction**

Le Fonds pour la paix et la sécurité mondiales et le Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction versent une aide financière à des programmes internationaux d'aide humanitaire dans des États vulnérables et touchés par des conflits. Les initiatives financées à même le Fonds comprennent le déploiement de policiers et de spécialistes civils canadiens, des projets visant à assurer la stabilité et la sécurité ainsi qu'à promouvoir la démocratie dans des régions et des pays tels le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Afghanistan, la Birmanie, le Mali et divers États de l'Amérique latine. Le niveau de financement actuel du programme est de 133,0 millions de dollars. Le Ministère demande 85,8 millions de ce montant dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses (B). Toute autre demande sera présentée par l'entremise du budget supplémentaire des dépenses (C) ou financée à même les niveaux de référence existants.

Affaires indiennes et du Nord canadien, 61,0 millions de dollars**Fonds pour les règlements extrajudiciaires**

Ces fonds serviront directement à la conclusion et à l'exécution de quatre ententes de règlement avec les Premières nations. Ensemble, ces règlements témoignent de l'engagement continu du Canada à régler les griefs en instance des Premières nations grâce à la négociation, plutôt que des litiges, dans la mesure du possible.

Principales variations nettes des crédits dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	Numéro de crédit et description	Montant (dollars)	Augmentation ou diminution en tant que pourcentage des autorisations proposées à ce jour
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 30b – Besoins en matière de rémunération	955 000 000	64,2
Défense national	Crédit 1b – Dépenses de fonctionnement	770 150 606	5,6
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 5b – Subventions et contributions	688 902 130	56,5
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10b – Subventions et contributions	505 915 598	7,2
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 25b – Report du budget de fonctionnement	448 912 689	99,8
Affaires étrangères, Commerce et Développement	Crédit 10b – Subventions et contributions	245 514 210	7,5
Bureau de l'infrastructure du Canada	Crédit 5b – Contributions	224 471 968	5,5
Santé	Crédit 10b – Subventions et contributions	208 428 875	12,8
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 33 – Report du budget des dépenses en capital	(173 912 689)	.....
VIA Rail Canada Inc.	Crédit 60b – Paiements à VIA Rail Canada Inc.	152 600 00	34,7

Modifications apportées à la structure gouvernementale indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Aux termes des dispositions de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, le gouvernement a annoncé des modifications, qui sont présentées dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

En vertu du décret C.P. 2013-0341, transfert à l'Agence de la santé publique du Canada de la responsabilité à l'égard du secteur de l'administration publique fédérale connu, au sein du ministère de la Santé, sous le nom d'Unité du Programme du public voyageur. Cette mesure prend effet le 1^{er} avril 2013.

En vertu du décret C.P. 2013-0343, transfert 1) au ministre de la Santé certaines attributions du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire prévues à l'article 160 du Règlement sur la santé des animaux; 2) de l'Agence canadienne d'inspection des aliments à l'Agence de la santé publique du Canada, la responsabilité à l'égard du secteur de l'administration publique fédérale connu au sein de l'Agence canadienne des aliments, sous le nom d'Unité chargée des agents zoonotiques terrestres domestiques. Cette mesure prend effet le 1^{er} avril 2013.

En vertu du décret C.P. 2013-0540, transfert au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration et au ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences de la responsabilité à l'égard de certains secteurs de l'administration publique fédérale de Passeport Canada du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Cette mesure prend effet le 2 juillet 2013.

En vertu du décret C.P. 2013-0639, transfert du ministère de l'Industrie à l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario de la responsabilité à l'égard du secteur de l'administration publique fédérale au sein du ministère de l'Industrie connu sous le nom d'Entreprises Canada Ontario. Cette mesure prend effet le 6 juin 2013.

Conformément à une décision du « pouvoir exécutif » de placer le Bureau de l'infrastructure du Canada dans un portefeuille distinct au nom de « Infrastructure, Collectivités et Affaires intergouvernementales », le décret C.P. 2013-0869 transfère au président du Conseil privé de la Reine pour le Canada la responsabilité à l'égard du secteur de l'administration publique fédérale connu sous le nom de Bureau de l'infrastructure du Canada, à compter du 15 juillet 2013.

En vertu du décret C.P. 2013-1052, transfert du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire au ministre de la Santé, de l'ensemble des attributions prévues par la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*, sauf les attributions conférées en vertu du paragraphe 4(2) de cette loi. Cette mesure prend effet le 7 octobre 2013.

La *Loi n° 1 sur le plan d'action économique de 2013* indique que le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international est maintenu sous la dénomination de ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement et que l'Agence canadienne de développement international est fusionnée au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement. Cette mesure prend effet le 26 juin 2013.

Modifications apportées aux crédits votés et aux postes législatifs indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les modifications aux autorisations, effectuées par l'entremise du présent budget supplémentaire des dépenses, comprennent les crédits et les postes législatifs qui renferment des autorisations distinctes qui diffèrent de celles incluses dans le Budget principal des dépenses 2013-2014 et dans le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2013-2014, ainsi que les nouvelles autorisations de dépenser. Le libellé des nouveaux crédits est indiqué dans le tableau intitulé « Annexe – Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédit » situé à la fin de cette publication. Conformément aux décisions rendues par le président de la Chambre des communes en 1981, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les seules mesures législatives qui seront édictées dans le cadre du budget des dépenses, sauf dans les cas expressément autorisés par voie de législation, seront des modifications aux lois de crédits précédentes.

Les organisations suivantes demandent de nouveaux crédits votés :

- Affaires étrangères, Commerce et Développement – Ministère (Crédit L19b)
- Citoyenneté et Immigration – Ministère (Crédit 7b)
- Finances – Ministère (Crédit 7b)
- Infrastructure, Collectivités et Affaires intergouvernementales – Bureau de l'infrastructure du Canada (Crédit 5b)
- Santé – Agence canadienne des inspections des aliments (Crédits 11b et 13b)

Le libellé (souligné) des crédits suivants a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2013-2014 :**Industrie – Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie**

Crédit 75b – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation d'affecter les recettes perçues au cours d'un exercice à la compensation des dépenses encourues au cours de cet exercice, relativement à la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations

Industrie – Conseil de recherches en sciences humaines

Crédit 90b – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation d'affecter les recettes perçues au cours d'un exercice à la compensation des dépenses encourues au cours de cet exercice, relativement à la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations – Pour autoriser [...]

Patrimoine canadien – Ministère

Crédit 1b – Dépenses de fonctionnement [...] le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et le programme Expérience de la capitale [...]

Patrimoine canadien – Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Crédit 50b – Dépenses du Programme [...] du Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion, du Règlement sur les droits relatifs aux télécommunications non sollicitées, et [...]

Santé – Ministère

Crédit 10b – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, sous forme de paiements monétaires, de biens et de fourniture ou de prestation de services [...]

De nouvelles autorisations législatives ont été inscrites dans le présent budget supplémentaire des dépenses :**Affaires étrangères, Commerce et Développement**

Mécanisme de garantie de marchés pour le vaccin antipneumococcique

Affaires indiennes et du Nord canadien

Contributions à Indspire (*Budget fédéral de 2013*)

Agence fédérale de développement économique pour le sud de l'Ontario

Ministre d'État (Agence fédérale de développement économique pour le sud de l'Ontario) – Allocation pour automobile

Agence de la santé publique du Canada

Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la *Loi sur le ministère de la Santé*

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique) – Allocation pour automobile

Citoyenneté et Immigration

Fond renouvelable du passeport Canada (*Loi sur les fonds renouvelable* (L.R.C. (1985), ch. R-8)

Finances

Paiement de péréquation additionnel — Protection sur les transferts totaux (Partie I – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)

Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (Partie IV – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)

Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières (*Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières*)

Industrie

Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs

Ressources humaines et Développement des compétences

Paiements à l'Institut national canadien pour les aveugles afin d'améliorer les services de bibliothèque pour les personnes ayant une déficience de lecture des imprimés (*Budget fédéral de 2013*)

Ministre d'État (Développement social) – Allocation pour automobile

Santé

Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la *Loi sur le ministère de la Santé*

Secrétariat du Conseil du Trésor

Contributions de l'employeur en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et d'autres lois sur la retraite et de la *Loi sur l'assurance-emploi*

Le libellé (souligné) des postes législatifs suivants a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2013-2014 :

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Dépenses aux termes du paragraphe 21(3) de la Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires

Défense nationale

Ministre associé de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile

Environnement

Ministre de l'Environnement, ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord et ministre du Conseil de l'Arctique – Traitement et allocation pour automobile

Industrie

Ministre d'État (Science et technologie, et Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario) – Allocation pour automobile

Ministre d'État (Petite Entreprise, Tourisme et Agriculture) – Allocation pour automobile

Ressources humaines et Développement des compétences

Ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Multiculturalisme – Traitement et allocation pour automobile

Santé

Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile

Budget des dépenses par organisation

Au total, 135 organisations sont présentées dans le budget des dépenses 2013-2014. De ces organisations, 62 ont identifié les besoins additionnels dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2011-2012	Budget des dépenses à ce jour 2012-2013	Budget des dépenses 2013-2014		
			Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
			(dollars)		
Budgétaire					
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	515 006 000	576 397 810	598 286 200	.....	598 286 200
Administration du pipe-line du Nord	2 107 613	3 225 320	3 123 930	.....	3 123 930
Affaires étrangères, Commerce et Développement	2 482 465 566	2 637 360 384	4 880 388 375	292 068 620	5 172 456 995
Affaires indiennes et du Nord canadien	7 880 883 137	8 385 548 115	8 109 787 670	604 417 159	8 714 204 829
Agence canadienne d'inspection des aliments	737 696 357	728 297 262	718 184 108	39 933 386	758 117 494
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	3 463 838	9 367 966	.....	.....	.....
Agence canadienne de développement économique du Nord	48 599 691	54 135 363	52 457 009	.....	52 457 009
Agence canadienne de développement international	3 927 263 547	3 631 036 803	663 262 297	.....	663 262 297
Agence canadienne d'évaluation environnementale	29 558 489	29 642 248	32 061 839	.....	32 061 839
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	305 920 895	308 906 006	257 089 807	50 803 393	307 893 200
Agence de la santé publique du Canada	636 499 537	617 966 996	603 988 653	35 028 508	639 017 161
Agence de promotion économique du Canada atlantique	330 453 781	323 175 897	303 687 939	5 400 621	309 088 560
Agence des services frontaliers du Canada	1 835 296 950	2 037 698 000	2 059 337 813	82 868 565	2 142 206 378
Agence du revenu du Canada	4 351 291 626	4 626 608 000	4 577 740 472	.....	4 577 740 472
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	230 459 808	261 156 578	226 817 973	19 832 000	246 649 973
Agence Parcs Canada	678 011 905	749 129 989	743 692 029	26 425 484	770 117 513
Agence spatiale canadienne	409 135 515	363 375 248	510 599 068	.....	510 599 068

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2011-2012	Budget des dépenses à ce jour 2012-2013	Budget des dépenses 2013-2014		
			Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
			(dollars)		
Agriculture et Agroalimentaire	2 557 654 625	2 788 176 187	2 502 784 791	4 943 621	2 507 728 412
Anciens Combattants	3 497 087 250	3 631 616 154	3 647 811 230	20 189 404	3 668 000 634
Bibliothèque du Parlement	41 307 604	44 466 056	42 949 558	.....	42 949 558
Bibliothèque et Archives du Canada	112 021 363	118 368 443	103 629 456	.....	103 629 456
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	31 793 781	30 053 968	30 372 201	941 222	31 313 423
Bureau de l'enquêteur correctionnel	4 936 667	4 654 003	4 881 453	.....	4 881 453
Bureau de l'infrastructure du Canada	4 540 110 273	5 309 080 822	3 927 456 080	224 462 041	4 151 918 121
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	29 434 826	29 755 112	30 079 470	1 600 000	31 679 470
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	1 942 428	2 394 596	2 211 412	.....	2 211 412
Bureau du directeur des poursuites pénales	156 443 650	175 056 637	169 389 820	3 777 349	173 167 169
Bureau du surintendant des institutions financières	(12 604 812)	909 369	909 369	.....	909 369
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	5 290 324	4 984 002	5 417 323	.....	5 417 323
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	59 228 080	54 043 613	53 424 087	.....	53 424 087
Centre de la sécurité des télécommunications	251 856 580	415 648 977	439 349 269	21 538 711	460 887 980
Centre de recherches pour le développement international	237 907 649	241 646 094	225 390 066	.....	225 390 066
Chambre des communes	427 234 906	463 022 489	428 770 693	15 308 160	444 078 853
Citoyenneté et Immigration	1 583 490 747	1 564 139 949	1 749 499 254	(12 486 712)	1 737 012 542
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	2 833 554	2 677 704	2 878 336	.....	2 878 336
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1 691 892	1 645 676	1 710 241	.....	1 710 241
Comité externe d'examen des griefs militaires	6 397 011	6 672 105	6 998 113	.....	6 998 113
Commissaire à la magistrature fédérale	471 183 153	485 478 149	498 154 493	.....	498 154 493

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2011-2012	Budget des dépenses à ce jour 2012-2013	Budget des dépenses 2013-2014		
			Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
			(dollars)		
Commissariat à l'intégrité du secteur public	5 665 863	5 656 072	5 929 549	.....	5 929 549
Commissariat au lobbying	4 861 590	4 628 368	4 595 575	.....	4 595 575
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	6 637 861	7 132 288	7 035 401	.....	7 035 401
Commissariat aux langues officielles	22 355 036	20 611 145	24 779 211	.....	24 779 211
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	38 790 696	36 313 667	44 796 897	.....	44 796 897
Commission canadienne de sûreté nucléaire	136 069 164	132 760 244	134 277 342	2 835 694	137 113 036
Commission canadienne des affaires polaires	1 263 210	1 301 212	2 584 573	.....	2 584 573
Commission canadienne des droits de la personne	24 262 323	23 086 498	23 430 254	.....	23 430 254
Commission canadienne des grains	34 820 012	32 248 237	37 393 652	175 001	37 568 653
Commission canadienne du lait	4 479 524	3 935 119	3 985 810	.....	3 985 810
Commission canadienne du tourisme	82 033 975	72 032 802	57 832 802	.....	57 832 802
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	4 922 920	8 588 946	5 775 518	5 305 896	11 081 414
Commission de la capitale nationale	107 486 096	125 555 836	121 419 836	.....	121 419 836
Commission de la fonction publique	105 605 883	93 550 868	94 604 211	504 001	95 108 212
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	140 808 624	145 279 223	128 934 388	.....	128 934 388
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	19 245 153	7 704 000	12 987 097	62 001	13 049 098
Commission des champs de bataille nationaux	9 804 355	9 244 466	8 945 646	660 000	9 605 646
Commission des libérations conditionnelles du Canada	52 188 432	51 391 414	50 957 035	.....	50 957 035
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	7 880 902	8 041 947	7 166 886	4 720 278	11 887 164

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2011-2012	Budget des dépenses à ce jour 2012-2013	Budget des dépenses 2013-2014		
			Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
			(dollars)		
Commission des relations de travail dans la fonction publique	13 446 701	13 732 067	14 402 739	.....	14 402 739
Commission du droit d'auteur	2 541 273	3 118 008	3 127 995	.....	3 127 995
Commission mixte internationale (section canadienne)	8 051 096	6 675 802	7 277 141	.....	7 277 141
Conseil canadien des normes	8 059 060	9 729 000	9 729 000	.....	9 729 000
Conseil canadien des relations industrielles	13 698 924	12 993 896	14 125 179	.....	14 125 179
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	4 530 969	4 542 751	.....	.....	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	15 682 950	13 981 595	13 551 406	1	13 551 407
Conseil de recherches en sciences humaines	697 853 661	696 491 418	687 040 371	6 946 917	693 987 288
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 085 737 592	1 073 777 500	1 051 739 021	14 039 340	1 065 778 361
Conseil des Arts du Canada	181 417 816	181 367 817	180 260 816	127 001	180 387 817
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	11 754 375	11 832 395	11 328 054	.....	11 328 054
Conseil national de recherches du Canada	698 503 582	852 290 714	820 351 302	67 627 236	887 978 538
Conseil privé	155 429 813	132 867 054	128 944 303	1 184 966	130 129 269
Conseiller sénatorial en éthique	799 442	807 297	788 294	66 000	854 294
Corporation commerciale canadienne	15 481 540	15 481 540	15 481 540	.....	15 481 540
Cour suprême du Canada	31 455 188	29 816 858	31 669 901	118 613	31 788 514
Défense nationale	20 218 757 861	20 678 142 610	18 086 028 654	693 654 855	18 779 683 509
Directeur général des élections	349 351 995	136 222 633	117 329 160	.....	117 329 160
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	195 283 481	194 410 117	180 861 986	13 673 333	194 535 319
École de la fonction publique du Canada	125 940 826	101 095 613	98 734 271	.....	98 734 271
Énergie atomique du Canada limitée	719 031 083	619 860 095	471 362 637	15 619 900	486 982 537
Environnement	1 008 476 256	1 040 947 947	1 010 103 003	(1 111 997)	1 008 991 006

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2011-2012	Budget des dépenses à ce jour 2012-2013	Budget des dépenses 2013-2014		
			Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
			(dollars)		
Finances	84 141 930 000	85 112 119 494	87 618 972 531	(548 385 999)	87 070 586 532
Gendarmerie royale du Canada	2 974 575 811	2 816 555 966	2 978 654 193	31 374 308	3 010 028 501
Gouverneur général	21 727 391	19 783 369	20 353 692	.....	20 353 692
Greffé du Tribunal de la concurrence	1 588 696	2 326 003	2 439 362	.....	2 439 362
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	1 686 603	1 834 080	1 916 575	.....	1 916 575
Greffé du Tribunal des revendications particulières	2 434 276	2 847 056	2 337 802	653 246	2 991 048
Industrie	1 446 710 180	1 472 874 647	1 209 340 911	101 598 081	1 310 938 992
Institut de la statistique des Premières nations	3 957 000	5 000 000	.....	.....	.....
Instituts de recherche en santé du Canada	1 009 091 392	1 003 614 375	981 806 744	16 142 147	997 948 891
Justice	745 007 765	718 021 067	705 110 153	10 942 815	716 052 968
La Société des ponts fédéraux Limitée	13 994 307	26 224 693	13 000 000	1 338 293	14 338 293
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	97 329 991	182 933 000	203 590 001	70 976 409	274 566 410
Marine Atlantique S.C.C.	183 290 595	185 376 000	154 430 000	.....	154 430 000
Musée canadien de la nature	28 591 766	33 134 904	26 393 567	.....	26 393 567
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	13 824 600	9 950 000	18 450 000	.....	18 450 000
Musée canadien des civilisations	65 198 130	63 360 382	57 418 730	.....	57 418 730
Musée canadien des droits de la personne	21 798 633	56 700 000	31 700 000	.....	31 700 000
Musée des beaux-arts du Canada	49 586 146	48 206 120	43 426 120	.....	43 426 120
Musée national des sciences et de la technologie	30 304 286	28 946 341	26 491 340	.....	26 491 340
Office des transports du Canada	29 307 687	27 279 376	29 640 224	.....	29 640 224
Office national de l'énergie	64 375 613	64 977 944	63 469 621	12 380 000	75 849 621
Office national du film	66 852 578	66 782 204	66 321 390	.....	66 321 390
Patrimoine canadien	1 308 491 904	1 251 498 074	1 324 779 372	526 993	1 325 306 365
Pêches et Océans	1 880 882 767	1 754 140 168	1 780 076 317	118 797 016	1 898 873 333
PPP Canada Inc.	287 700 000	287 700 000	265 200 000	.....	265 200 000

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2011-2012	Budget des dépenses à ce jour 2012-2013	Budget des dépenses 2013-2014		
			Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
			(dollars)		
Ressources humaines et Développement des compétences	45 953 451 887	48 796 702 019	50 564 504 544	64 366 653	50 628 871 197
Ressources naturelles	3 352 172 605	2 489 414 620	2 819 375 162	1 921 182	2 821 296 344
Santé	3 786 299 686	3 656 003 745	3 407 582 468	395 741 753	3 803 324 221
Secrétariat de la Commission des nominations publiques	135 080	1 067 672	.....	.....	.....
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5 560 612	6 614 730	6 035 504	.....	6 035 504
Secrétariat du Conseil du Trésor	2 504 508 177	6 639 949 859	3 976 330 370	1 770 739 453	5 747 069 823
Sécurité publique et Protection civile	401 564 796	622 603 292	678 317 254	688 902 130	1 367 219 384
Sénat	89 979 680	92 215 846	92 517 029	.....	92 517 029
Service administratif des tribunaux judiciaires	73 222 412	67 857 794	70 835 786	.....	70 835 786
Service canadien du renseignement de sécurité	539 885 697	519 019 262	531 250 596	3 958 967	535 209 563
Service correctionnel du Canada	2 666 854 106	3 026 031 206	2 828 578 550	4 661 264	2 833 239 814
Services partagés Canada	622 344 223	1 519 453 733	1 481 769 578	12 882 582	1 494 652 160
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 048 258 589	2 139 812 000	2 100 578 000	.....	2 100 578 000
Société canadienne des postes	22 210 000	22 210 000	22 210 000	.....	22 210 000
Société d'expansion du Cap-Breton	77 191 000	60 667 000	51 763 000	1 085 000	52 848 000
Société du Centre national des Arts	35 781 174	35 706 175	33 796 174	325 001	34 121 175
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	30 373 000	25 173 000	24 472 000	.....	24 472 000
Société Radio-Canada	1 134 319 060	1 106 519 060	1 064 769 060	.....	1 064 769 060
Statistique Canada	744 111 844	454 681 353	424 464 027	41 623 265	466 087 292
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	5 363 797	5 240 430	.....	.....	.....
Téléfilm Canada	105 667 144	105 667 144	99 622 354	.....	99 622 354
Transports	1 281 190 965	2 090 429 453	1 558 996 003	25 228 171	1 584 224 174
Travaux publics et Services gouvernementaux	2 793 508 544	2 749 594 215	2 708 050 334	176 637 115	2 884 687 449
Tribunal canadien des droits de la personne	5 239 794	4 510 620	4 726 616	.....	4 726 616

Budget des dépenses par organisation

	Budget des dépenses 2013-2014				
	Dépenses réelles 2011-2012	Budget des dépenses à ce jour 2012-2013	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
			(dollars)		
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1 283 192	2 059 543	.....	.....	.....
Tribunal canadien du commerce extérieur	10 528 906	11 195 292	10 326 284	.....	10 326 284
Tribunal d'appel des transports du Canada	1 856 205	1 661 777	1 484 116	.....	1 484 116
Tribunal de la dotation de la fonction publique	4 936 076	5 426 302	5 678 040	.....	5 678 040
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	12 746 298	11 501 429	11 995 392	.....	11 995 392
Vérificateur général	89 811 920	84 323 221	88 158 626	.....	88 158 626
VIA Rail Canada Inc.	493 795 244	475 651 000	286 783 000	152 600 000	439 383 000
Compte des opérations de l'assurance-emploi	19 677 343 025	19 618 314 602	19 956 684 127	.....	19 956 684 127
Total budgétaire	247 843 555 764	259 026 227 826	254 483 212 992	5 420 276 413	259 903 489 405
Non budgétaire					
Affaires étrangères, Commerce et Développement	1 855 458	.....	52 304 055	1	52 304 056
Affaires indiennes et du Nord canadien	49 165 062	78 603 000	70 303 000	.....	70 303 000
Agence canadienne de développement international	107 870 472	95 798 812	29 291 205	.....	29 291 205
Anciens Combattants	1 137	.....	.....	.....	.....
Citoyenneté et Immigration	2 722 769	1	.....	.....	.....
Commission canadienne du lait	4 246 778	.....	.....	.....	.....
Défense nationale	(6 970 502)	.....	.....	.....	.....
Finances	64 011 953 162	80 888 643	2	.....	2
Industrie	.....	800 000	800 000	.....	800 000
Ressources humaines et Développement des compétences	898 256 277	872 131 283	760 632 426	.....	760 632 426
Service correctionnel du Canada	313	.....	.....	.....	.....

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2011-2012	Budget des dépenses à ce jour 2012-2013	Budget des dépenses 2013-2014		
			Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
			<i>(dollars)</i>		
Société canadienne d'hypothèques et de logement	(2 973 306 859)	(2 769 596 000)	(41 866 564 000)	.....	(41 866 564 000)
Travaux publics et Services gouvernementaux	(7 870 286)	.....	.....	.....	.....
Total non budgétaire	62 087 923 781	(1 641 374 261)	(40 953 233 312)	1	(40 953 233 311)

Postes horizontaux

Une initiative horizontale est une activité dans le cadre de laquelle des partenaires provenant de deux ou plusieurs organisations acceptent, en vertu d'une entente formelle (p. ex., par l'entremise d'un mémoire au Cabinet, d'une présentation au Conseil du Trésor, ou d'un accord fédéral-provincial) de collaborer à l'atteinte de résultats partagés. Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels des fonds sont demandés dans les budgets supplémentaires des dépenses de l'année financière en cours. Il s'agit d'une vue d'ensemble des initiatives horizontales relatives aux budgets supplémentaires des dépenses pour lesquelles deux ou plusieurs organisations demandent une augmentation de leur financement. Les montants indiqués comprennent une augmentation des dépenses législatives prévues pour le régime d'avantages sociaux des employées relativement à l'initiative.

Postes horizontaux

Organisation	Montant
	(dollars)
Fonds en appui à la collecte et à l'échange de données sur les entrées et les sorties dans le cadre du plan d'action de l'initiative Sécurité du périmètre et compétitivité économique	
<i>L'Agence des services frontaliers du Canada et Citoyenneté et Immigration Canada mettront en œuvre le projet sur les entrées et les sorties, qui permettra d'améliorer l'intégrité des frontières et la sécurité en matière d'immigration grâce à la collecte systématique de renseignements de base sur les voyageurs à leur entrée et à leur sortie aux frontières terrestres et aériennes du Canada.</i>	
Agence des services frontaliers du Canada	47 923 399
Citoyenneté et Immigration	1 246 181
Total	49 169 580
Fonds pour soutenir la remise en état ou l'amélioration d'infrastructures communautaires existantes	
<i>Le Fonds d'amélioration de l'infrastructure communautaire sert à fournir un soutien au titre des réparations et des améliorations d'installations et d'infrastructures existantes; le programme est mis en œuvre par les organismes de développement régional. Le coût des projets est partagé aux termes de partenariats avec des municipalités, des organisations communautaires et des entités à but non lucratif.</i>	
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	13 800 000
Agence de promotion économique du Canada atlantique	4 407 000
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	19 830 000
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	4 299 333
Total	42 336 333
Fonds destinés à la modernisation des services d'administration de la paye du gouvernement fédéral	
<i>Le Projet de modernisation de la paye vise à remplacer le système de paye vieux de 40 ans par une technologie commerciale clés en main, ainsi qu'à simplifier et à moderniser les processus opérationnels des 108 ministères et organismes qui utilisent le système de paye de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.</i>	
Services partagés Canada	2 205 718
Travaux publics et Services gouvernementaux	39 044 356
Total	41 250 074

Postes horizontaux

Organisation	Montant
	<i>(dollars)</i>
Fonds pour les systèmes de gestion des cas et la formation offerte aux bénéficiaires de l'aide au revenu dans les réserves	
<i>Ces fonds permettront de veiller à ce que les jeunes adultes qui bénéficient d'une aide au revenu dans les réserves disposent des incitatifs à participer à la formation nécessaire pour obtenir un emploi. Le nouveau Fonds pour l'emploi à l'intention des Premières nations financera des formations professionnelles personnalisées pour ces bénéficiaires. Il sera également fourni aux communautés des Premières nations en vue de la création de l'infrastructure de prestation des services nécessaire, ce qui comprend des services de counseling, afin d'assurer un soutien efficace aux bénéficiaires de l'aide au revenu dans les réserves ainsi que la conformité chez ceux-ci.</i>	
Affaires indiennes et du Nord canadien	20 600 000
Ressources humaines et Développement des compétences	11 885 854
Total	32 485 854

Fonds pour poursuivre le renforcement de la capacité à prévenir et à détecter les éclosions de maladies d'origine alimentaire et à y réagir

Ce fonds permettra aux organismes participants, soit l'Agence canadienne d'inspection des aliments, Santé Canada et l'Agence de la santé publique du Canada, de poursuivre la mise en œuvre du plan du gouvernement du Canada visant à minimiser les risques de maladies d'origine alimentaire et à améliorer la capacité de réagir rapidement à une situation d'éclosion menaçant la salubrité des aliments. Les principaux éléments de l'initiative sont les suivants : le maintien en poste d'inspecteurs qui effectuent des analyses en vue de détecter la présence de la bactérie listeria dans les établissements de transformation de produits de viande prêts-à-manger; une formation accrue pour les inspecteurs de viandes; la mise à niveau des outils dont se servent les inspecteurs, comme les ordinateurs portatifs; une amélioration des méthodes de détection de la bactérie listeria et une capacité accrue d'évaluation des risques pour la santé; un renforcement de la capacité de surveillance et de détection des éclosions; une coordination accrue entre les organismes; la mise à jour du portail Web sur la salubrité des aliments qui informe les Canadiens des problèmes en matière de salubrité des aliments.

Agence canadienne d'inspection des aliments	14 654 001
Agence de la santé publique du Canada	6 224 450
Santé	3 612 986
Total	24 491 437

Postes horizontaux

Organisation	Montant
	<i>(dollars)</i>
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale	
<i>Ces fonds ont pour objet d'appuyer des initiatives de publicité qui transmettent aux Canadiens des renseignements sur une variété de programmes et de services gouvernementaux. Les nouveaux fonds inscrits au Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013-2014 serviront à soutenir la campagne publicitaire, intitulée «la capsule commémorative Les braves et fiers vétérans du Canada : l'héritage d'une nation».</i>	
<i>Budget supplémentaire des dépenses (A) 2013-2014</i>	
Patrimoine canadien	500 000
Ressources humaines et Développement des compétences	2 500 000
Ressources naturelles	12 000 000
Santé	5 000 000
Total	20 000 000
<i>Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013-2014</i>	
Anciens Combattants	4 000 000
Total cumulatif pour 2013-2014	24 000 000

Financement pour l'amélioration du régime de prévention, de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures provenant de navires

Le régime de prévention, de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures provenant de navires du Canada est administré par Transports Canada, Pêches et Océans Canada et Environnement Canada, avec un soutien supplémentaire fourni par d'autres ministères et organismes. Ces fonds permettront d'améliorer la prévention et la capacité de réponse grâce à des activités comprenant un comité de spécialistes de la sécurité des pétroliers, une évaluation nationale du risque, la mise à jour des graphiques et des systèmes de navigation, et à des recherches visant à mieux comprendre comment les produits pétroliers non traditionnels pourraient réagir dans les eaux canadiennes.

Environnement	2 595 969
Pêches et Océans	7 696 180
Transports	10 877 019
Total	21 169 168

Postes horizontaux

Organisation	Montant
	<i>(dollars)</i>
Fonds pour simplifier la réglementation gouvernementale en matière d'importation et le processus frontalier en matière de commerce	
<i>Dans le cadre du Plan d'action sur la sécurité du périmètre et la compétitivité économique, l'Initiative du guichet unique a été désignée comme une priorité conjointe qui facilitera les échanges et harmonisera les approches en matière de réglementation. L'Initiative fera en sorte de réduire considérablement les tracasseries administratives en permettant aux importateurs commerciaux de fournir tous les renseignements requis sur les importations à l'Agence des services frontaliers du Canada par voie électronique et au moyen d'un guichet unique. L'Agence des services frontaliers du Canada transmettra ensuite les renseignements aux ministères qui règlementent les biens importés.</i>	
Affaires étrangères, Commerce et Développement	380 299
Agence canadienne d'inspection des aliments	2 169 667
Agence de la santé publique du Canada	1 270 050
Agence des services frontaliers du Canada	4 936 076
Commission canadienne de sûreté nucléaire	763 141
Environnement	1 684 658
Pêches et Océans	287 946
Ressources naturelles	769 891
Santé	4 011 142
Total	16 272 870

Fonds pour lutter contre le passage de clandestins

Ces fonds permettront de continuer les efforts coordonnés du Canada en vue de prévenir le passage de clandestins. Il favorisera également la collaboration des pays étrangers en augmentant leur capacité de détecter et d'empêcher les activités de passage de clandestins.

Affaires étrangères, Commerce et Développement	6 985 925
Centre de la sécurité des télécommunications	700 000
Citoyenneté et Immigration	3 000 000
Conseil privé	1 224 087
Total	11 910 012

Fonds pour mettre en œuvre le système d'autorisation électronique de voyage, à l'appui du Plan d'action sur la sécurité du périmètre et de la compétitivité économique

Le système d'autorisation de voyage électronique permettra un contrôle préalable des voyageurs de pays dont les citoyens ne sont pas tenus d'obtenir un visa. Grâce à ce système, le Canada peut déterminer l'admissibilité ou l'inadmissibilité des personnes avant qu'elles se rendent au Canada. Les citoyens américains seraient exemptés de cette exigence (tout comme les Canadiens sont exemptés d'un système semblable aux États-Unis).

Citoyenneté et Immigration	8 606 200
Services partagés Canada	815 320
Total	9 421 520

Postes horizontaux

Organisation	Montant
	<i>(dollars)</i>
Fonds pour la mise en œuvre d'initiatives et d'améliorations relatives aux programmes de voyageurs et de négociants dignes de confiance, conformément au plan d'action Par-delà la frontière	
<i>Les programmes à l'intention des voyageurs et des négociants dignes de confiance soutiennent la libre circulation de personnes et des marchandises entre les frontières. En réduisant le temps consacré au traitement des voyageurs et des négociants dignes de confiance, les ressources pourront être réaffectées aux voyageurs et aux biens à risque élevé ou inconnu. Ces fonds appuieront l'harmonisation et l'amélioration des programmes, ce qui comprend l'augmentation du nombre de couloirs des programmes EXPRES et NEXUS et l'accès à ceux-ci.</i>	
Agence canadienne d'inspection des aliments	208 517
Agence des services frontaliers du Canada	7 841 554
Total	8 050 071

Financement pour appuyer la planification, la conception et la mise en œuvre du projet de renouvellement de l'espace de travail du Secrétariat du Conseil du Trésor

Les bureaux du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, répartis dans neuf emplacements, sont en cours de regroupement dans deux sites au centre-ville d'Ottawa. Les fonds actuels sont destinés aux coûts des locaux liés au déménagement au 90, rue Elgin, seulement, étant donné que le deuxième site n'a pas encore été confirmé. Ces coûts comprennent la gestion des projets, l'ameublement, l'éclairage et le matériel, les locaux à usage particulier et l'équipement audiovisuel, ainsi que l'infrastructure en matière de sécurité et de technologies de l'information. Les nouveaux espaces de bureau seront conformes aux nouvelles normes (Milieu de travail 2.0) et réduiront l'empreinte immobilière globale du ministère de 30 p. 100.

Secrétariat du Conseil du Trésor	4 092 118
Services partagés Canada	2 896 545
Total	6 988 663

Fonds pour appuyer les mesures de conservation à l'égard des écosystèmes marins du Canada (Initiative sur la santé des océans) (Budget fédéral de 2013)

Ces fonds serviront à appuyer les activités visant à protéger les aires marines particulières et vulnérables et à faciliter la conservation et la gestion des milieux marins canadiens.

Environnement	1 319 626
Pêches et Océans	2 860 368
Total	4 179 994

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (B) 2013-2014

Détails par organisation

Affaires étrangères, Commerce et Développement	1
Affaires indiennes et du Nord canadien	6
Agence canadienne d'inspection des aliments	10
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	12
Agence de la santé publique du Canada	14
Agence de promotion économique du Canada atlantique	16
Agence des services frontaliers du Canada	18
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	20
Agence Parcs Canada	21
Agriculture et Agroalimentaire	23
Anciens Combattants	25
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transport	27
Bureau de l'infrastructure du Canada	28
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	30
Bureau du directeur des poursuites pénales	31
Centre de la sécurité des télécommunications	32
Chambre des communes	33
Citoyenneté et Immigration	34
Commission canadienne de sûreté nucléaire	36
Commission canadienne des grains	38
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	39
Commission de la fonction publique	40
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	41
Commission des champs de bataille nationaux	42
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	43
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	44
Conseil de recherches en sciences humaines	45
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	47
Conseil des Arts du Canada	49
Conseil national de recherches du Canada	50
Conseil privé	52
Conseiller sénatorial en éthique	53
Cour suprême du Canada	54
Défense nationale	55
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	58
Énergie atomique du Canada limitée	60
Environnement	61
Finances	63

Détails par organisation

Gendarmerie royale du Canada	66
Greffé du Tribunal des revendications particulières	69
Industrie	70
Instituts de recherche en santé du Canada	73
Justice	75
La Société des ponts fédéraux Limitée	77
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	78
Office national de l'énergie	79
Patrimoine canadien	80
Pêches et Océans	82
Ressources humaines et Développement des compétences	86
Ressources naturelles	89
Santé	92
Secrétariat du Conseil du Trésor	95
Sécurité publique et Protection civile	97
Service canadien du renseignement de sécurité	99
Service correctionnel du Canada	101
Services partagés Canada	102
Société d'expansion du Cap-Breton	104
Société du Centre national des Arts	105
Statistique Canada	106
Transports	107
Travaux publics et Services gouvernementaux	109
VIA Rail Canada Inc.	111

Affaires étrangères, Commerce et Développement

Sommaire de l'organisation

			Présent budget supplémentaire des dépenses		
Autorisations à ce jour			Transferts	Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
			(dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1b	Dépenses de fonctionnement	1 443 997 027	963 094	26 324 855	1 471 284 976
5b	Dépenses en capital	230 393 221	(1 124 969)	1	229 268 253
10b	Subventions et contributions	3 010 876 070	(1 980 360)	247 494 570	3 256 390 280
15	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions, y compris les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera	65 380 000	.....	.....	65 380 000
Total des crédits			4 750 646 318	(2 142 235)	5 022 323 509
Total des postes législatifs			129 742 057	.....	150 133 486
Total des dépenses budgétaires			4 880 388 375	(2 142 235)	5 172 456 995

Sommaire de l'organisation

		Présent budget supplémentaire des dépenses		
		Autorisations à ce jour		Autorisations proposées à ce jour
			Transferts Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses non budgétaires				
Crédits				
L17	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, pour l'émission et le paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables ne doit pas dépasser 246 000 000 \$ à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales pour la période commençant le 1er avril 2013 et se terminant le 31 mars 2014	1	.....	1

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
L19b Affaires étrangères, Commerce et Développement, le crédit L40, <i>Loi de crédits n° 2 pour 2013-2014</i> , est remplacé par l'énoncé suivant : Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, en ce qui concerne l'achat d'actions des institutions financières internationales ne doit pas dépasser 79 055 546 \$US pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2013 et se terminant le 31 mars 2014, soit un montant estimé à 79 601 125 \$CAN	1	.....	1	2
Total des crédits	2	.....	1	3
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>52 304 053</i>	.....	.....	<i>52 304 053</i>
Total des dépenses non budgétaires	52 304 055	.....	1	52 304 056

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds permettant de réagir rapidement en cas de crises et de désastres majeurs sur la scène internationale	Crédit 1b	600 000
	Crédit 10b	119 400 000
Total		120 000 000
Fonds pour l'aide humanitaire pour faire face à la crise qui sévit en Syrie	Crédit 10b	90 000 000
Financement consacré au Fonds pour la paix et la sécurité mondiales et au Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction – Le niveau de financement actuel est de 133 millions de dollars. Des demandes de financement supplémentaires seront soumises au moyen de futurs budgets des dépenses ou seront financées à même les budgets ministériels courants	Crédit 1b	25 767 058
	Crédit 10b	60 000 000
Total		85 767 058
Fonds aux fins de la révision des salaires et des avantages salariaux des employés recrutés sur place	Crédit 1b	10 480 467
Fonds pour lutter contre le passage de clandestins (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1b	1 228 771
	Crédit 10b	5 735 500
Total		6 964 271

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour simplifier la réglementation gouvernementale en matière d'importation et le processus frontalier en matière de commerce (poste horizontal)	Crédit 1b	349 990
Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 5b	1
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 1b	(12 101 431)
	Crédit 10b	(27 640 930)
<i>Total des autorisations disponibles</i>		(39 742 361)
Total des crédits à adopter		273 819 426
Total des crédits législatifs		20 391 429
Transferts		
<i>Transferts provenant d'autres organisations</i>		
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire, de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, de la Défense nationale, de naturelles, du Service canadien du renseignement de sécurité et de la Ressources Gendarmerie royale du Canada à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1b	4 437 724
	Crédit 5b	18 081
Total		4 455 805
Transfert de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, d'Industrie, d'Agriculture et Agroalimentaire et de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour appuyer le partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine	Crédit 1b	600 000
<i>Transferts à l'interne</i>		
Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1b	1 388 860
	Crédit 5b	291 500
	Crédit 10b	(1 680 360)
Total		.....
<i>Transferts à d'autres organisations</i>		
Transfert d'Affaires étrangères, Commerce et Développement à la Société du Centre national des Arts pour appuyer la tournée de l'orchestre en Chine à l'automne 2013, dans le but de renforcer les relations bilatérales entre le Canada et la Chine	Crédit 1b	(250 000)
Transfert d'Affaires étrangères, Commerce et Développement à l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec pour fournir un soutien à l'organisation du Forum économique international des Amériques 2013 : Un nouveau cycle économique	Crédit 10b	(300 000)
Transfert d'Affaires étrangères, Commerce et Développement à Patrimoine canadien pour fournir un soutien à la construction du Monument national de l'Holocauste à la mémoire des victimes et des survivants canadiens de l'Holocauste	Crédit 1b	(300 000)

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Transferts***Transferts à d'autres organisations*

Transfert d'Affaires étrangères, Commerce et Développement à l'Agence des services frontaliers du Canada, au Service canadien du renseignement de sécurité, à Citoyenneté et Immigration, à Justice et à la Gendarmerie royale du Canada pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1b	(4 913 490)
	Crédit 5b	(1 434 550)

Total (6 348 040)

Total des transferts (2 142 235)

Total des dépenses budgétaires 292 068 620

Dépenses non budgétaires**Crédits à adopter**

Fonds pour autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit L19b	1
---	-------------	---

Total des crédits à adopter 1

Total des dépenses non budgétaires 1

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour la programmation multilatérale :	1 840 961 792	190 000 000	2 030 961 792
Subventions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition			
Subventions à l'appui du Fonds pour la paix mondiale et la sécurité et de ses sous-programmes	.....	20 000 000	20 000 000
Subventions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité	7 000 000	4 670 000	11 670 000
Contributions			
Le Fonds pour la paix mondiale et la sécurité	.....	59 400 000	59 400 000
Contributions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité	5 251 782	1 065 500	6 317 282
Autres paiements de transfert			
<i>Total des postes législatifs</i>	30 743 879	17 000 000	47 743 879

Affaires indiennes et du Nord canadien

Sommaire de l'organisation

			Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
			Transferts	Rajustements	
			(dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1b	Dépenses de fonctionnement	1 450 473 152	3 203 187	86 576 828	1 540 253 167
5b	Dépenses en capital	16 565 727	.....	2 600 000	19 165 727
10b	Subventions et contributions	6 483 587 733	4 008 231	501 907 367	6 989 503 331
Total des crédits		7 950 626 612	7 211 418	591 084 195	8 548 922 225
Total des postes législatifs		159 161 058	.....	6 121 546	165 282 604
Total des dépenses budgétaires		8 109 787 670	7 211 418	597 205 741	8 714 204 829
Dépenses non budgétaires					
Crédits					
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones	39 903 000	.....	.....	39 903 000
L20	Prêts aux Premières Nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	30 400 000	.....	.....	30 400 000
Total des dépenses non budgétaires		70 303 000	.....	.....	70 303 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la poursuite de la mise en œuvre de La justice, enfin : Plan d'action relatif aux revendications particulières (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 1b	20 210 249
	Crédit 10b	452 000 000
Total		472 210 249
Fonds pour les règlements extrajudiciaires	Crédit 1b	60 990 204
Fonds pour les systèmes de gestion des cas et la formation offerte aux bénéficiaires de l'aide au revenu dans les réserves (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 10b	20 600 000
Fonds pour la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain visant à réduire les obstacles à la participation économique des Autochtones en milieu urbain	Crédit 1b	3 117 020
	Crédit 10b	9 611 552
Total		12 728 572
Fonds pour le Programme de prévention de la violence familiale (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 1b	610 189
	Crédit 10b	11 100 000
Total		11 710 189

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour appuyer l'initiative de commémoration de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens qui vise à honorer et à commémorer les anciens élèves des pensionnats indiens, leurs familles et leurs collectivités, à leur rendre hommage et à informer la population sur les expériences qu'ils ont vécues	Crédit 10b	5 963 218
Fonds pour le renouvellement de l'Accord de financement budgétaire avec le gouvernement du Nunatsiavut	Crédit 10b	2 632 597
Financement pour entreprendre les travaux sur le site du grand projet de l'État, la Station de recherche du Canada dans l'Extrême-Arctique	Crédit 5b	2 600 000
Fonds pour le règlement et la mise en œuvre de l'Entente de règlement de la revendication 138 de la Convention sur l'inondation des terres du nord du Manitoba	Crédit 1b	1 421 577
Fonds pour procéder à l'inscription des personnes admissibles au statut d'Indien en vertu du projet de <i>Loi sur l'équité entre les sexes relativement à l'inscription au registre des Indiens</i>	Crédit 1b	1 329 995
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 1b	<i>(1 102 406)</i>
Total des crédits à adopter		591 084 195
Total des crédits législatifs		6 121 546

Transferts*Transferts provenant d'autres organisations*

Transfert de Santé à Affaires indiennes et du Nord canadien pour financer les programmes de santé du gouvernement du Nunatsiavut	Crédit 10b	4 680 785
Transfert du Greffe du Tribunal des revendications particulières à Affaires indiennes et du Nord canadien pour le remboursement des fonds destinés à appuyer la poursuite des activités du Greffe du Tribunal des revendications particulières	Crédit 1b	2 200 000
Transfert de la Défense nationale à Affaires indiennes et du Nord canadien pour payer les frais requis pour le nettoyage, l'assainissement et le transfert de l'ancien camp Ipperwash à la Première Nation des Chippewas de Kettle Point et de Stony Point	Crédit 1b Crédit 10b	87 414 350 000
Total		437 414
Transfert de Ressources naturelles à Affaires indiennes et du Nord canadien pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés	Crédit 1b	425 000
Transfert de Service correctionnel du Canada à Pêches et Océans et à Affaires indiennes et du Nord canadien pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés	Crédit 1b	335 000
Transfert de Pêches et Océans à Affaires indiennes et du Nord canadien pour la gestion des pêches dans la zone visée par l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador, en particulier, pour le programme de Garde-pêche et le projet English River	Crédit 10b	230 000
Transfert de la Défense nationale à Affaires indiennes et du Nord canadien pour payer les coûts relatifs aux services du Programme des munitions explosives non explosées offerts à la Tsuu T'ina Nation	Crédit 10b	202 219

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Transferts***Transferts à l'interne*

Pour les coûts d'arpentage et les coûts environnementaux liés au règlement de la revendication relative aux droits fonciers issus des traités soumis par la Nation crie de Bigstone	Crédit 1b	990 385
	Crédit 10b	(990 385)
Total		.....
Réaffectation des ressources pour contributions aux subventions (2 000 000 \$) pour fournir des services essentiels aux particuliers dans le cadre des programmes d'aide au revenu et d'aide à la vie autonome, sur les réserves	Crédit 10b	.....
Réaffectation des ressources des dépenses de fonctionnement (32 612 \$) et contributions (20 500 000 \$) aux subventions pour répondre à l'obligation du gouvernement du Canada en vertu de l'Entente de principe sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires-du-Nord-Ouest	Crédit 1b	(32 612)
	Crédit 10b	32 612
Total		.....
<i>Transferts à d'autres organisations</i>		
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien à la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens pour les dépenses de voyage de membres du Comité des survivants des pensionnats indiens afin de participer à des événements nationaux	Crédit 1b	(62 000)
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien à Patrimoine canadien afin de sensibiliser le public et de promouvoir la participation de la communauté aux activités de la Journée nationale des Autochtones	Crédit 1b	(310 000)
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien à Ressources naturelles pour le Bureau géoscientifique Canada-Nunavut	Crédit 1b	(430 000)
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien à Ressources humaines et Développement des compétences pour soutenir l'administration régionale Kativik afin de rationaliser l'exécution des programmes destinés aux jeunes	Crédit 10b	(497 000)
Total des transferts		7 211 418
Total des dépenses budgétaires		604 417 159

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions aux Premières Nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada et/ou imposé par le Tribunal des revendications particulières	416 989 310	449 009 615	865 998 925
Subventions pour l'évolution politique des territoires, particulièrement en ce qui concerne le transfert des responsabilités	3 227 388	20 532 612	23 760 000
Paiements aux organismes autochtones autonomes en vertu des ententes sur les revendications territoriales globales, sur l'autonomie gouvernementale ou en vertu d'une loi liée à un traité	128 517 395	7 543 382	136 060 777
Subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes démunies qui habitent dans les réserves indiennes	10 000 000	2 000 000	12 000 000
Contributions			
Paiements aux Indiens, aux Inuits et aux Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement social	1 591 006 992	29 700 000	1 620 706 992
Stratégie pour les Autochtones en milieu urbain	38 700 980	9 611 552	48 312 532
Contributions aux anciens élèves, à leurs familles, à leurs collectivités et aux groupes dans le but de faciliter les projets de commémoration régionaux ou nationaux qui portent sur l'expérience dans les pensionnats indiens et qui permettent aux familles et aux collectivités de participer à l'initiative	.....	5 963 218	5 963 218
Contributions pour appuyer le processus de négociation visant les revendications globales, particulières et spéciales ainsi que les initiatives d'autonomie gouvernementale	45 906 340	2 350 000	48 256 340
Contributions versées aux Premières Nations pour la gestion de sites contaminés	17 487 108	202 219	17 689 327
<i>Total des postes législatifs</i>	.....	<i>5 000 000</i>	<i>5 000 000</i>

Agence canadienne d'inspection des aliments

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
11b Dépenses de fonctionnement et contributions	560 837 631	1 024 372	27 973 639	589 835 642
13b Dépenses en capital	21 725 033	1 903 228	4 924 955	28 553 216
Total des crédits	582 562 664	2 927 600	32 898 594	618 388 858
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>135 621 444</i>	<i>.....</i>	<i>4 107 192</i>	<i>139 728 636</i>
Total des dépenses budgétaires	718 184 108	2 927 600	37 005 786	758 117 494

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour poursuivre le renforcement de la capacité à prévenir et à détecter les éclosions de maladies d'origine alimentaire et à y réagir (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 11b	12 934 017
	Crédit 13b	189 000
Total		13 123 017
Fonds pour maintenir la fréquence accrue des activités d'inspection des aliments dans les établissements de transformation de la viande	Crédit 11b	10 707 009
	Crédit 13b	83 314
Total		10 790 323
Fonds pour la Plate-forme de prestation électronique des services dans le cadre de l'initiative de modernisation du système d'assurance de la salubrité des aliments, un système polyvalent qui vise à améliorer la prestation de services en direct ainsi que la gestion des cas et la fonctionnalité de production de rapports	Crédit 13b	4 652 641
Fonds pour mettre sur pied des équipes de vérification des inspections qui superviseront le rendement du système d'assurance de la salubrité des aliments	Crédit 11b	2 963 584
Fonds pour simplifier la réglementation gouvernementale en matière d'importation et le processus frontalier en matière de commerce (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 11b	1 907 616
Fonds pour la mise en œuvre d'initiatives et d'améliorations relatives aux programmes de voyageurs et de négociants dignes de confiance, conformément au plan d'action Par-delà la frontière (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 11b	175 466
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 11b	<i>(714 053)</i>
Total des crédits à adopter		32 898 594
<i>Total des crédits législatifs</i>		<i>4 107 192</i>

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Transferts***Transferts provenant d'autres organisations*

Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire à l'Agence canadienne d'inspection des aliments pour appuyer des initiatives touchant la salubrité, la biosécurité et la traçabilité des aliments dans le cadre de Cultivons l'avenir 2	Crédit 11b	2 500 000
--	------------	------------------

Transfert de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, à la Commission canadienne des grains, à la Commission canadienne de sûreté nucléaire, au Service canadien du renseignement de sécurité, à Environnement, à Santé, à Industrie, au Conseil national de recherches du Canada, à Ressources naturelles, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté	Crédit 13b	840 000
---	------------	----------------

Transferts à l'interne

Pour soutenir la mise en œuvre de l'Initiative de guichet unique	Crédit 11b	(1 063 228)
	Crédit 13b	1 063 228

Total

.....

Transferts à d'autres organisations

Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire, de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, de la Défense nationale, de Ressources naturelles, du Service canadien du renseignement de sécurité et de la Gendarmerie royale du Canada à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 11b	(160 400)
--	------------	------------------

Transfert de l'Agence Parcs Canada et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments à la Commission de la fonction publique pour le Système de ressourcement de la fonction publique, soit le système national de recrutement qui alimente le principal portail d'emplois du gouvernement fédéral	Crédit 11b	(252 000)
--	------------	------------------

Total des transferts**2 927 600****Total des dépenses budgétaires****39 933 386**

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	40 693 606	.....	1 184 988	41 878 594
5b Subventions et contributions	211 466 912	140 000	49 288 977	260 895 889
Total des crédits	252 160 518	140 000	50 473 965	302 774 483
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>4 929 289</i>	<i>.....</i>	<i>189 428</i>	<i>5 118 717</i>
Total des dépenses budgétaires	257 089 807	140 000	50 663 393	307 893 200

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement pour le rétablissement et la revitalisation de Lac-Mégantic à la suite du déraillement de train	Crédit 1b	884 267
	Crédit 5b	33 888 977
Total		34 773 244
Fonds pour soutenir la remise en état ou l'amélioration d'infrastructures communautaires existantes (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 5b	13 800 000
Fonds pour soutenir la transition économique des communautés affectées par la disparition prévisible de l'industrie de l'amiante chrysotile (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 1b	313 200
	Crédit 5b	1 600 000
Total		1 913 200
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 1b	<i>(12 479)</i>
Total des crédits à adopter		50 473 965
Total des crédits législatifs		189 428
Transferts		
<i>Transferts provenant d'autres organisations</i>		
Transfert d'Affaires étrangères, Commerce et Développement à l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec pour fournir un soutien à l'organisation du Forum économique international des Amériques 2013 : Un nouveau cycle économique	Crédit 5b	300 000
<i>Transferts à d'autres organisations</i>		
Transfert de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, d'Industrie, d'Agriculture et Agroalimentaire et de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour appuyer le partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine	Crédit 5b	(160 000)
Total des transferts		140 000
Total des dépenses budgétaires		50 803 393

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions en vertu du Programme de développement économique du Québec	1 500 000	1 000 000	2 500 000
Contributions			
Contributions en vertu du Programme de développement économique du Québec	180 998 894	48 428 977	229 427 871

Agence de la santé publique du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
45b Dépenses de fonctionnement	349 839 354	(1 500 000)	19 719 028	368 058 382
50b Dépenses en capital	11 117 264	1 650 000	1 081 962	13 849 226
55b Subventions et contributions	210 343 452	(601 312)	1	209 742 141
Total des crédits	571 300 070	(451 312)	20 800 991	591 649 749
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>32 688 583</i>	<i>.</i>	<i>14 678 829</i>	<i>47 367 412</i>
Total des dépenses budgétaires	603 988 653	(451 312)	35 479 820	639 017 161

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds à l'appui de l'installation d'une nouvelle chaîne de remplissage de vaccins contre la grippe	Crédit 45b	10 434 000
Fonds pour poursuivre le renforcement de la capacité à prévenir et à détecter les éclosons de maladies d'origine alimentaire et à y réagir (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 45b	5 646 681
Fonds pour le renouvellement de la Réserve nationale d'antiviraux	Crédit 45b	3 780 000
Fonds pour simplifier la réglementation gouvernementale en matière d'importation et le processus frontalier en matière de commerce (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 45b	116 888
	Crédit 50b	1 081 962
Total		1 198 850
Réinvestissement des redevances provenant de la propriété intellectuelle	Crédit 45b	42 997
Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 55b	1
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 45b	<i>(301 538)</i>
Total des crédits à adopter		20 800 991
Total des crédits législatifs		14 678 829
Transferts		
<i>Transferts provenant d'autres organisations</i>		
Transfert de Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour fournir un soutien au comité de la santé de l'Organisation de coopération et de développement économiques	Crédit 55b	400 000

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Transferts***Transferts provenant d'autres organisations*

Transfert de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, à la Commission canadienne des grains, à la Commission canadienne de sûreté nucléaire, au Service canadien du renseignement de sécurité, à Environnement, à Santé, à Industrie, au Conseil national de recherches du Canada, à Ressources naturelles, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté	Crédit 50b	150 000
---	------------	----------------

Transferts à l'interne

Pour soutenir l'acquisition et le remplacement d'équipements de laboratoire essentiels	Crédit 45b	(1 500 000)
	Crédit 50b	1 500 000
Total		.....

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada à Santé pour les accords de contribution du portefeuille de Santé aux fins de l'approche axée sur le mieux-être dans le Nord	Crédit 55b	(1 001 312)
---	------------	--------------------

Total des transferts**(451 312)****Total des dépenses budgétaires****35 028 508****Liste des paiements de transfert**

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes en matière de santé	2 730 000	400 000	3 130 000

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	70 928 216	(133 379)	.....	70 794 837
5b Subventions et contributions	225 820 293	1 258 379	4 273 621	231 352 293
Total des crédits	296 748 509	1 125 000	4 273 621	302 147 130
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>6 939 430</i>	<i>.....</i>	<i>2 000</i>	<i>6 941 430</i>
Total des dépenses budgétaires	303 687 939	1 125 000	4 275 621	309 088 560

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour soutenir la remise en état ou l'amélioration d'infrastructures communautaires existantes (*poste horizontal*)

Autorisations disponibles

Total des crédits à adopter **4 273 621**

Total des crédits législatifs **2 000**

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de la Défense nationale à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique pour aider à l'organisation et à la présentation du Forum sur la sécurité internationale d'Halifax

Transferts à l'interne

Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis

Total

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, d'Industrie, d'Agriculture et Agroalimentaire et de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour appuyer le partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine

Total des transferts **1 125 000**

Total des dépenses budgétaires **5 400 621**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions pour le Fond d'amélioration de l'infrastructure communautaire	8 300 000	4 407 000	12 707 000
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	100 074 293	1 125 000	101 199 293

Agence des services frontaliers du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
10b Dépenses de fonctionnement	1 657 842 837	1 464 671	35 718 818	1 695 026 326
15b Dépenses en capital	222 330 779	(2 020 900)	40 937 047	261 246 926
Total des crédits	1 880 173 616	(556 229)	76 655 865	1 956 273 252
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>179 164 197</i>	<i>.....</i>	<i>6 768 929</i>	<i>185 933 126</i>
Total des dépenses budgétaires	2 059 337 813	(556 229)	83 424 794	2 142 206 378

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds en appui à la collecte et à l'échange de données sur les entrées et les sorties dans le cadre du plan d'action de l'initiative Sécurité du périmètre et compétitivité économique (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 10b	17 519 859
	Crédit 15b	27 035 306
Total		44 555 165
Fonds pour la mise en œuvre de l'initiative Information interactive préalable sur les voyageurs, visant à fournir des directives pour l'autorisation ou le refus d'embarquement pour tous les vols internationaux à destination du Canada	Crédit 10b	6 196 762
	Crédit 15b	6 251 551
Total		12 448 313
Fonds pour la mise en œuvre de la Stratégie intégrée de sécurité du fret du <i>Plan d'action sur la sécurité du périmètre et la compétitivité économique</i>	Crédit 10b	12 001 315
	Crédit 15b	126 715
Total		12 128 030
Fonds pour la mise en œuvre d'initiatives et d'améliorations relatives aux programmes de voyageurs et de négociants dignes de confiance, conformément au plan d'action Par-delà la frontière (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 10b	4 121 012
	Crédit 15b	3 285 893
Total		7 406 905
Fonds pour simplifier la réglementation gouvernementale en matière d'importation et le processus frontalier en matière de commerce (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 10b	476 150
	Crédit 15b	4 057 582
Total		4 533 732
Fonds pour la mise en œuvre du projet pilote de traitement à distance des voyageurs dans le cadre de l'Initiative des petits points d'entrée et points d'entrée éloignés tel qu'énoncé dans le <i>Plan d'action sur la sécurité du périmètre et la compétitivité économique du Canada et des États-Unis</i>	Crédit 10b	2 014 066
	Crédit 15b	180 000
Total		2 194 066

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 10b	(6 610 346)
----------------------------------	------------	-------------

Total des crédits à adopter		76 655 865
------------------------------------	--	-------------------

Total des crédits législatifs		6 768 929
--------------------------------------	--	------------------

Transferts*Transferts provenant d'autres organisations*

Transfert de la Gendarmerie royale du Canada à l'Agence des services frontaliers du Canada pour la gestion des exigences pertinentes de la <i>Loi sur les armes à feu</i>	Crédit 10b	1 700 000
---	------------	------------------

Transfert d'Affaires étrangères, Commerce et Développement à l'Agence des services frontaliers du Canada, au Service canadien du renseignement de sécurité, à Citoyenneté et Immigration, à Justice et à la Gendarmerie royale du Canada pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 15b	296 600
---	------------	----------------

Transfert de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, à la Commission canadienne des grains, à la Commission canadienne de sûreté nucléaire, au Service canadien du renseignement de sécurité, à Environnement, à Santé, à Industrie, au Conseil national de recherches du Canada, à Ressources naturelles, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté	Crédit 15b	85 000
---	------------	---------------

Transfert de la Gendarmerie royale du Canada à la Défense nationale, à l'Agence des services frontaliers du Canada et à Pêches et Océans pour soutenir le Centre des opérations de la sûreté maritime des Grands Lacs	Crédit 10b	65 351
---	------------	---------------

Transferts à d'autres organisations

Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire, de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, de la Défense nationale, de Ressources naturelles, du Service canadien du renseignement de sécurité et de la Gendarmerie royale du Canada à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 10b	(300 680)
--	------------	------------------

Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada à Citoyenneté et Immigration pour la mise hors service du Système de soutien aux opérations des bureaux locaux qui est remplacé par le nouveau Système mondial de gestion des cas	Crédit 15b	(2 402 500)
--	------------	--------------------

Total des transferts		(556 229)
-----------------------------	--	------------------

Total des dépenses budgétaires		82 868 565
---------------------------------------	--	-------------------

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
50 Dépenses de fonctionnement	28 606 741	.....	.....	28 606 741
55b Subventions et contributions	194 888 410	.....	19 830 000	214 718 410
Total des crédits	223 495 151	.....	19 830 000	243 325 151
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>3 322 822</i>	<i>.....</i>	<i>2 000</i>	<i>3 324 822</i>
Total des dépenses budgétaires	226 817 973	.....	19 832 000	246 649 973

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour soutenir la remise en état ou l'amélioration d'infrastructures communautaires existantes (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 55b	19 830 000
---	------------	-------------------

Total des crédits à adopter	19 830 000
------------------------------------	-------------------

<i>Total des crédits législatifs</i>	<i>2 000</i>
--------------------------------------	--------------

Total des dépenses budgétaires	19 832 000
---------------------------------------	-------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions pour le Fonds d'amélioration de l'infrastructure communautaire	24 800 000	19 830 000	44 630 000

Agence Parcs Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
20b Dépenses du Programme	583 599 516	(11 482 787)	37 514 062	609 630 791
25 Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	500 000	.....	.....	500 000
Total des crédits	584 099 516	(11 482 787)	37 514 062	610 130 791
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>159 592 513</i>	<i>.....</i>	<i>394 209</i>	<i>159 986 722</i>
Total des dépenses budgétaires	743 692 029	(11 482 787)	37 908 271	770 117 513

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la réfection urgente des routes et ponts dans les parcs nationaux (Budget fédéral de 2013)	Crédit 20b	18 900 000
Fonds pour le développement et l'exploitation du parc urbain national de la Rouge	Crédit 20b	16 684 778
Fonds pour la réfection de barrages et d'écluses le long de la voie navigable Trent-Severn	Crédit 20b	3 000 000
Fonds pour créer de nouveaux parcs nationaux et de nouvelles aires marines nationales de conservation, et s'acquitter des obligations découlant des accords de revendications territoriales connexes	Crédit 20b	1 535 500
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 20b	<i>(2 606 216)</i>
Total des crédits à adopter		37 514 062
<i>Total des crédits législatifs</i>		<i>394 209</i>

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de la Défense nationale à Environnement, à Pêches et Océans et à l'Agence Parcs Canada pour des investissements dans des initiatives de prévention et de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada	Crédit 20b	409 413
<i>Transferts à d'autres organisations</i>		
Transfert de l'Agence Parcs Canada et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments à la Commission de la fonction publique pour le Système de ressourcement de la fonction publique, soit le système national de recrutement qui alimente le principal portail d'emploi du gouvernement fédéral	Crédit 20b	(252 000)

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Transferts***Transferts à d'autres organisations*

Transfert de l'Agence Parcs Canada à Transports relativement au Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers	Crédit 20b	(11 640 200)
---	------------	---------------------

Total des transferts		(11 482 787)
-----------------------------	--	---------------------

Total des dépenses budgétaires		26 425 484
---------------------------------------	--	-------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	3 734 300	409 413	4 143 713

Agriculture et Agroalimentaire

Sommaire de l'organisation

			Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
			Transferts	Rajustements	
Autorisations à ce jour			(dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1b	Dépenses de fonctionnement	673 571 633	(3 109 105)	7 052 726	677 515 254
5	Dépenses en capital	34 848 685	.....	.....	34 848 685
10b	Subventions et contributions	446 925 111	.....	1 000 000	447 925 111
Total des crédits		1 155 345 429	(3 109 105)	8 052 726	1 160 289 050
Total des postes législatifs		1 347 439 362	.....	.....	1 347 439 362
Total des dépenses budgétaires		2 502 784 791	(3 109 105)	8 052 726	2 507 728 412

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	Crédit 1b	7 252 241
Fonds pour la biosécurité, la recherche et des solutions à long terme en matière de gestion des risques qui contribueront à la prospérité et à la stabilité du secteur (Initiative de lutte contre les maladies dans l'industrie porcine)	Crédit 10b	1 000 000
Réinvestissement des revenus provenant des ventes et de la prestation de services relatifs à la recherche, aux installations et à l'équipement, et autres revenus	Crédit 1b	420 723
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 1b	<i>(620 238)</i>
Total des crédits à adopter		8 052 726

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire, de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, d'Environnement, de Justice et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour le rajustement de montants à la suite de la création de Services partagés Canada	Crédit 1b	(12 300)
Transfert de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, d'Industrie, d'Agriculture et Agroalimentaire et de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour appuyer le partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine	Crédit 1b	(160 000)
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire à Industrie pour le regroupement de la responsabilité des coopératives	Crédit 1b	(191 400)

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Transferts***Transferts à d'autres organisations*

Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire, de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, de la Défense nationale, de Ressources naturelles, du Service canadien du renseignement de sécurité et de la Gendarmerie royale du Canada à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1b	(245 405)
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire à l'Agence canadienne d'inspection des aliments pour appuyer des initiatives touchant la salubrité, la biosécurité et la traçabilité des aliments dans le cadre de Cultivons l'avenir 2	Crédit 1b	(2 500 000)
Total des transferts		(3 109 105)
Total des dépenses budgétaires		4 943 621

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Paiements de contributions pour la lutte contre les maladies dans l'industrie porcine – Phase 2		1 000 000	1 000 000

Anciens Combattants

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	881 421 635	.....	8 766 404	890 188 039
5b Subventions et contributions	2 726 718 500	.....	11 423 000	2 738 141 500
Total des crédits	3 608 140 135	.....	20 189 404	3 628 329 539
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>39 671 095</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>39 671 095</i>
Total des dépenses budgétaires	3 647 811 230	.....	20 189 404	3 668 000 634

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour accroître les allocations aux anciens combattants et les avantages de soins de santé offerts aux vétérans et aux civils admissibles	Crédit 1b	4 457 000
	Crédit 5b	7 115 000
Total		11 572 000
Fonds pour l'amélioration des prestations d'aide pour les frais de funérailles des anciens combattants (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 5b	4 308 000
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1b	4 000 000
Fonds pour le projet de rénovation de l'Hôpital Sainte-Anne	Crédit 1b	368 358
Fonds pour la mise en œuvre des modifications au <i>Règlement sur les mesures de réinsertion et d'indemnisation des militaires et vétérans des Forces canadiennes (Règlement sur les MRIMVFC)</i> relatives à la réadaptation professionnelle des anciens combattants	Crédit 1b	200 000
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 1b	<i>(258 954)</i>
Total des crédits à adopter		20 189 404
Transferts		
<i>Transferts à l'interne</i>		
Réaffectation des ressources du montant alloué aux indemnités d'invalidité et aux allocations (249 000 \$) au montant des allocations de soutien du revenu des Forces canadiennes pour répondre à une demande imprévue	Crédit 5b	.....
Réaffectation des ressources du montant alloué aux indemnités d'invalidité et aux allocations (19 322 000 \$) au montant des allocations pour perte de revenus et des prestations de retraite supplémentaires pour répondre à une demande imprévue	Crédit 5b	.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		20 189 404

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Allocations pour perte de revenus et prestations de retraite supplémentaire	143 200 000	19 322 000	162 522 000
Fonds du Souvenir	9 600 000	4 308 000	13 908 000
Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils	9 200 000	3 417 000	12 617 000
Entretien ménager et entretien du terrain	251 982 000	802 000	252 784 000
Allocations de soutien du revenu des Forces canadiennes	141 000	249 000	390 000
Contributions			
Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	145 338 000	2 896 000	148 234 000

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
10b Dépenses du Programme	26 867 122	.....	863 222	27 730 344
Total des crédits	26 867 122	.....	863 222	27 730 344
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>3 505 079</i>	<i>.....</i>	<i>78 000</i>	<i>3 583 079</i>
Total des dépenses budgétaires	30 372 201	.....	941 222	31 313 423

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'enquête sur la sécurité des transports concernant l'accident ferroviaire à Lac-Mégantic au Québec	Crédit 10b	887 000
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 10b	<i>(23 778)</i>
Total des crédits à adopter		863 222
<i>Total des crédits législatifs</i>		<i>78 000</i>
Total des dépenses budgétaires		941 222

Bureau de l'infrastructure du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	44 910 726	(9 927)	.....	44 900 799
5b Contributions	3 877 559 295	9 927	224 462 041	4 102 031 263
Total des crédits	3 922 470 021	.....	224 462 041	4 146 932 062
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>4 986 059</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>4 986 059</i>
Total des dépenses budgétaires	3 927 456 080	.....	224 462 041	4 151 918 121

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement pour permettre le respect des engagements du gouvernement envers le Fonds de la taxe sur l'essence en vue d'appuyer des projets d'infrastructure municipaux durables sur le plan de l'environnement et favorables à l'assainissement de l'air et de l'eau, ainsi qu'à une diminution des émissions de gaz à effet de serre	Crédit 5b	132 412 500
Financement pour permettre le respect des engagements du gouvernement envers le Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires en vue de contribuer au rétablissement de l'équilibre fiscal tout en améliorant les infrastructures publiques du Canada	Crédit 5b	55 665 200
Financement du Fonds sur l'infrastructure frontalière visant à réduire la congestion à la frontière, à rehausser la capacité des infrastructures et à accroître la sûreté et la sécurité aux postes frontaliers	Crédit 5b	21 203 268
Financement du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique pour appuyer la remise en état de la Transcanadienne ainsi que le remplacement du pont Sir Robert Bond	Crédit 5b	11 491 000
Financement du Fonds Chantiers Canada – Volet Grandes infrastructures en appui à la mise en œuvre du projet de train léger sur rail d'Ottawa	Crédit 5b	3 700 000
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 5b	<i>(9 927)</i>
Total des crédits à adopter		224 462 041

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Transferts***Transferts à l'interne*

Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	Crédit 1	(9 927)
	Crédit 5b	9 927
Total		.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		224 462 041

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière	22 882 549	21 203 268	44 085 817
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	287 952 682	11 491 000	299 443 682
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Grandes infrastructures	940 326 821	3 700 000	944 026 821
Autres paiement de transfert			
Fonds de la taxe sur l'essence	1 974 452 000	132 412 500	2 106 864 500
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	265 162 800	55 665 200	320 828 000

Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
25b Dépenses de fonctionnement	9 801 451	.....	1 600 000	11 401 451
30 Subventions et contributions	19 033 333	.....	.....	19 033 333
Total des crédits	28 834 784	.....	1 600 000	30 434 784
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>1 244 686</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>1 244 686</i>
Total des dépenses budgétaires	30 079 470	.....	1 600 000	31 679 470

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement pour le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme pour la relocalisation du bureau de l'administration centrale	Crédit 25b	1 600 000
--	------------	------------------

Total des crédits à adopter	1 600 000
------------------------------------	------------------

Total des dépenses budgétaires	1 600 000
---------------------------------------	------------------

Bureau du directeur des poursuites pénales

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
35b Bureau du directeur des poursuites pénales – Dépenses du Programme	151 141 960	.....	3 777 349	154 919 309
Total des crédits	151 141 960	.....	3 777 349	154 919 309
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>18 247 860</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>18 247 860</i>
Total des dépenses budgétaires	169 389 820	.....	3 777 349	173 167 169

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la relocalisation des bureaux	Crédit 35b	4 000 000
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 35b	<i>(222 651)</i>
Total des crédits à adopter		3 777 349
Total des dépenses budgétaires		3 777 349

Centre de la sécurité des télécommunications

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
20b Dépenses du Programme	405 960 084	8 353 302	12 624 635	426 938 021
Total des crédits	405 960 084	8 353 302	12 624 635	426 938 021
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>33 389 185</i>	<i>.</i>	<i>560 774</i>	<i>33 949 959</i>
Total des dépenses budgétaires	439 349 269	8 353 302	13 185 409	460 887 980

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement pour moderniser le réseau de communication très secret	Crédit 20b	8 559 412
Fonds pour les augmentations de traitement et de salaire	Crédit 20b	3 448 556
Fonds pour lutter contre le passage de clandestins (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 20b	616 667
Total des crédits à adopter		12 624 635
<i>Total des crédits législatifs</i>		<i>560 774</i>

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de la Défense nationale au Centre de la sécurité des télécommunications pour le Programme canadien de modernisation des produits cryptographiques	Crédit 20b	8 353 302
Total des transferts		8 353 302
Total des dépenses budgétaires		21 538 711

Chambre des communes

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
5b Dépenses du Programme	280 785 349	.....	14 531 989	295 317 338
Total des crédits	280 785 349	.....	14 531 989	295 317 338
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>147 985 344</i>	<i>.....</i>	<i>776 171</i>	<i>148 761 515</i>
Total des dépenses budgétaires	428 770 693	.....	15 308 160	444 078 853

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Report du budget de fonctionnement	Crédit 5b	9 942 299
Fonds pour couvrir le paiement des indemnités de départ	Crédit 5b	4 589 690
Total des crédits à adopter		14 531 989
<i>Total des crédits législatifs</i>		<i>776 171</i>
Total des dépenses budgétaires		15 308 160

Citoyenneté et Immigration

Sommaire de l'organisation

			Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
			Transferts	Rajustements	
			(dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1b	Dépenses de fonctionnement	576 242 002	7 012 378	8 963 563	592 217 943
5b	Subventions et contributions	949 945 536	.....	3 000 000	952 945 536
7b	Fonds renouvelable de Passeport	.....	.....	1	1
Canada – En application de l’article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , (L.R.C. (1985), ch. R-8), les paragraphes 4(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 4(1) Le ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration peut engager des dépenses sur le Trésor pour les services de passeports et d’autres documents de voyage au Canada et dans les missions établies à l’étranger. (2) Le ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration peut dépenser, au titre du poste visé au paragraphe (1), les recettes perçues au même titre. Cette modification est réputée avoir été édictée le 2 juillet 2013					
Total des crédits		1 526 187 538	7 012 378	11 963 564	1 545 163 480
Total des postes législatifs		223 311 716	.....	(31 462 654)	191 849 062
Total des dépenses budgétaires		1 749 499 254	7 012 378	(19 499 090)	1 737 012 542

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour mettre en œuvre le système d'autorisation électronique de voyage, à l'appui du Plan d'action sur la sécurité du périmètre et de la compétitivité économique (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1b	8 386 434
Fonds pour lutter contre le passage de clandestins (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 5b	3 000 000
Fonds en appui à la collecte et à l'échange de données sur les entrées et les sorties dans le cadre du plan d'action de l'initiative Sécurité du périmètre et compétitivité économique (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1b	1 228 601

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 7b	1
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 1b	<i>(651 472)</i>
Total des crédits à adopter		11 963 564
Total des crédits législatifs		(31 462 654)

Transferts*Transferts provenant d'autres organisations*

Transfert d'Affaires étrangères, Commerce et Développement à l'Agence des services frontaliers du Canada, au Service canadien du renseignement de sécurité, à Citoyenneté et Immigration, à Justice et à la Gendarmerie royale du Canada pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1b	5 212 520
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada à Citoyenneté et Immigration pour la mise hors service du Système de soutien aux opérations des bureaux locaux qui est remplacé par le nouveau Système mondial de gestion des cas	Crédit 1b	2 402 500
Transfert de Services partagés Canada à Citoyenneté et Immigration et à Travaux publics et Services gouvernementaux pour le rajustement de montants à la suite de la création de Services partagés Canada	Crédit 1b	90 460
<i>Transferts à d'autres organisations</i>		
Transfert de Citoyenneté et Immigration et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour le Projet de biométrie pour les résidents temporaires	Crédit 1b	(318 816)
Transfert de Citoyenneté et Immigration et de Transports à la Gendarmerie royale du Canada pour des activités liées aux Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015	Crédit 1b	(374 286)
Total des transferts		7 012 378
Total des dépenses budgétaires		(12 486 712)

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Aide mondiale aux migrants irréguliers		3 000 000	3 000 000

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
20b Dépenses du Programme	36 352 495	(162 840)	2 957 213	39 146 868
Total des crédits	36 352 495	(162 840)	2 957 213	39 146 868
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>97 924 847</i>	<i>.....</i>	<i>41 321</i>	<i>97 966 168</i>
Total des dépenses budgétaires	134 277 342	(162 840)	2 998 534	137 113 036

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour des services de réglementation	Crédit 20b	2 235 393
Fonds pour simplifier la réglementation gouvernementale en matière d'importation et le processus frontalier en matière de commerce <i>(poste horizontal)</i>	Crédit 20b	721 820
Total des crédits à adopter		2 957 213
Total des crédits législatifs		41 321

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, à la Commission canadienne des grains, à la Commission canadienne de sûreté nucléaire, au Service canadien du renseignement de sécurité, à Environnement, à Santé, à Industrie, au Conseil national de recherches du Canada, à Ressources naturelles, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté	Crédit 20b	60 000
Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada à la Commission canadienne de sûreté nucléaire pour le rajustement des fonds destinés à des recherches dans le domaine nucléaire dans un établissement canadien d'enseignement postsecondaire	Crédit 20b	35 000

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Transferts***Transferts à d'autres organisations*

Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire, de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, d'Environnement, de Justice et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour le rajustement de montants à la suite de la création de Services partagés Canada	Crédit 20b	(7 100)
---	------------	---------

Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire, de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, de la Défense nationale, de Ressources naturelles, du Service canadien du renseignement de sécurité et de la Gendarmerie royale du Canada à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 20b	(250 740)
--	------------	-----------

Total des transferts		(162 840)
-----------------------------	--	------------------

Total des dépenses budgétaires		2 835 694
---------------------------------------	--	------------------

Commission canadienne des grains

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
30b Dépenses du Programme	33 855 660	175 000	1	34 030 661
Total des crédits	33 855 660	175 000	1	34 030 661
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>3 537 992</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>3 537 992</i>
Total des dépenses budgétaires	37 393 652	175 000	1	37 568 653

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 30b	1
Total des crédits à adopter		1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, à la Commission canadienne des grains, à la Commission canadienne de sûreté nucléaire, au Service canadien du renseignement de sécurité, à Environnement, à Santé, à Industrie, au Conseil national de recherches du Canada, à Ressources naturelles, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté	Crédit 30b	175 000
Total des transferts		175 000
Total des dépenses budgétaires		175 001

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
25b Dépenses du Programme	5 430 888	1 956 337	3 349 559	10 736 784
Total des crédits	5 430 888	1 956 337	3 349 559	10 736 784
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>344 630</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>344 630</i>
Total des dépenses budgétaires	5 775 518	1 956 337	3 349 559	11 081 414

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'audience d'intérêt public Fynes	Crédit 25b	2 244 195
Fonds pour un examen des comportements lié à une enquête plurigouvernementale	Crédit 25b	1 105 364
Total des crédits à adopter		3 349 559
Transferts		
<i>Transferts provenant d'autres organisations</i>		
Transfert de la Défense nationale à la Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire en vue d'appuyer et d'améliorer les opérations du programme	Crédit 25b	1 956 337
Total des transferts		1 956 337
Total des dépenses budgétaires		5 305 896

Commission de la fonction publique

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
95b Dépenses du Programme	81 433 307	504 000	1	81 937 308
Total des crédits	81 433 307	504 000	1	81 937 308
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>13 170 904</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>13 170 904</i>
Total des dépenses budgétaires	94 604 211	504 000	1	95 108 212

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 95b	1
Total des crédits à adopter		1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de l'Agence Parcs Canada et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments à la Commission de la fonction publique pour le Système de ressource de la fonction publique, soit le système national de recrutement qui alimente le principal portail d'emplois du gouvernement fédéral	Crédit 95b	504 000
Total des transferts		504 000
Total des dépenses budgétaires		504 001

Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
30b Dépenses du Programme	12 894 918	62 000	1	12 956 919
Total des crédits	12 894 918	62 000	1	12 956 919
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>92 179</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>92 179</i>
Total des dépenses budgétaires	12 987 097	62 000	1	13 049 098

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits Crédit 30b 1

Total des crédits à adopter 1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien à la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens pour les dépenses de voyage de membres du Comité des survivants des pensionnats indiens afin de participer à des événements nationaux Crédit 30b **62 000**

Total des transferts 62 000

Total des dépenses budgétaires 62 001

Commission des champs de bataille nationaux

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
70b Dépenses du Programme	6 774 774	.....	660 000	7 434 774
Total des crédits	6 774 774	.....	660 000	7 434 774
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>2 170 872</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>2 170 872</i>
Total des dépenses budgétaires	8 945 646	.....	660 000	9 605 646

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement pour le réaménagement de la côte Gilmour afin de permettre son ouverture à longueur d'année et l'aménagement d'un sentier d'interprétation multifonctionnel dans le parc des Champs-de-Bataille	Crédit 70b	660 000
---	------------	----------------

Total des crédits à adopter		660 000
------------------------------------	--	----------------

Total des dépenses budgétaires		660 000
---------------------------------------	--	----------------

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
65b Dépenses du Programme	6 591 538	.....	4 289 937	10 881 475
Total des crédits	6 591 538	.....	4 289 937	10 881 475
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>575 348</i>	<i>.....</i>	<i>430 341</i>	<i>1 005 689</i>
Total des dépenses budgétaires	7 166 886	.....	4 720 278	11 887 164

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement pour répondre aux exigences du nouveau mandat présenté lors de la mise en place de la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada (*Ce poste a été financé à partir du crédit 5 du Conseil du Trésor – Éventualités du gouvernement.*)

Total des crédits à adopter **4 289 937**

Total des crédits législatifs *430 341*

Total des dépenses budgétaires **4 720 278**

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
50b Dépenses du Programme	6 748 098	.....	1	6 748 099
Total des crédits	6 748 098	.....	1	6 748 099
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>6 803 308</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>6 803 308</i>
Total des dépenses budgétaires	13 551 406	.....	1	13 551 407

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 50b	1
---	------------	---

Total des crédits à adopter	1
------------------------------------	----------

Total des dépenses budgétaires	1
---------------------------------------	----------

Conseil de recherches en sciences humaines

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
90b Dépenses de fonctionnement	23 094 856	10 000	461 803	23 566 659
95b Subventions	661 335 406	(42 827)	6 498 108	667 790 687
Total des crédits	684 430 262	(32 827)	6 959 911	691 357 346
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>2 610 109</i>	<i>.</i>	<i>19 833</i>	<i>2 629 942</i>
Total des dépenses budgétaires	687 040 371	(32 827)	6 979 744	693 987 288

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour consolider des partenariats de recherche établis entre des établissements d'enseignement postsecondaire et l'industrie	Crédit 90b	469 167
<i>(Budget fédéral de 2013)</i>	Crédit 95b	6 498 108
Total		6 967 275

<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 90b	<i>(7 364)</i>
----------------------------------	------------	----------------

Total des crédits à adopter **6 959 911**

Total des crédits législatifs **19 833**

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de Patrimoine canadien au Conseil de recherches en sciences humaines pour des projets de recherche sur l'élaboration de politiques concernant la participation sportive	Crédit 90b	10 000
	Crédit 95b	719 596
Total		729 596

Transfert de Sécurité publique et Protection civile au Conseil de recherches en sciences humaines pour de la recherche sur les réseaux extrémistes de droite au Canada	Crédit 95b	97 870
--	------------	---------------

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et du Conseil de recherches en science humaines à la Défense nationale pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada	Crédit 95b	(81 667)
---	------------	-----------------

Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines à la Défense nationale pour couvrir les coûts indirects de la recherche financée par le gouvernement fédéral au Collège militaire royal du Canada	Crédit 95b	(778 626)
---	------------	------------------

Total des transferts **(32 827)**

Total des dépenses budgétaires **6 946 917**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions et bourses	237 981 142	7 233 907	245 215 049

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
75b Dépenses de fonctionnement	44 187 509	.....	728 509	44 916 018
80b Subventions	1 002 430 924	(904 443)	14 159 739	1 015 686 220
Total des crédits	1 046 618 433	(904 443)	14 888 248	1 060 602 238
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>5 120 588</i>	<i>.....</i>	<i>55 535</i>	<i>5 176 123</i>
Total des dépenses budgétaires	1 051 739 021	(904 443)	14 943 783	1 065 778 361

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour appuyer des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales, afin d'accroître l'innovation à l'échelle communautaire ou régionale (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 75b	748 629
	Crédit 80b	14 159 739
Total		14 908 368

<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 75b	(20 120)
----------------------------------	------------	----------

Total des crédits à adopter	14 888 248
------------------------------------	-------------------

Total des crédits législatifs	55 535
--------------------------------------	---------------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du Conseil national de recherches du Canada au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour le travail effectué en collaboration avec le Centre canadien de rayonnement synchrotron, l'installation de recherche synchrotrique nationale du Canada	Crédit 80b	500 000
---	------------	----------------

Transfert de Transports au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour offrir un appui au Réseau national de recherche sur les espèces aquatiques envahissantes	Crédit 80b	150 000
---	------------	----------------

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et du Conseil de recherches en science humaines à la Défense nationale pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada	Crédit 80b	(315 000)
---	------------	------------------

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux Instituts de recherche en santé du Canada pour appuyer le Programme des réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises	Crédit 80b	(1 239 443)
---	------------	--------------------

Total des transferts	(904 443)
-----------------------------	------------------

Total des dépenses budgétaires	14 039 340
---------------------------------------	-------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	29 441 648	11 318 522	40 760 170
Subventions et bourses	843 557 561	3 176 217	846 733 778

Conseil des Arts du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
10b Paiements au Conseil des Arts du Canada	180 260 816	127 000	1	180 387 817
Total des dépenses budgétaires	180 260 816	127 000	1	180 387 817

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 10b	<u>1</u>
--	------------	----------

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de Patrimoine canadien au Conseil des Arts du Canada afin de soutenir des projets de coopération multilatéraux de théâtre de langue française, ainsi que pour assurer la participation du Canada aux réunions de la Commission internationale du théâtre francophone	Crédit 10b	127 000
--	------------	----------------

Total des transferts

127 000

Total des dépenses budgétaires

127 001

Conseil national de recherches du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
60b Dépenses de fonctionnement	332 152 310	(10 000 000)	53 939 454	376 091 764
65b Dépenses en capital	30 852 179	447 000	1	31 299 180
70b Subventions et contributions	275 108 580	9 500 000	6 872 943	291 481 523
Total des crédits	638 113 069	(53 000)	60 812 398	698 872 467
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>182 238 233</i>	<i>.....</i>	<i>6 867 838</i>	<i>189 106 071</i>
Total des dépenses budgétaires	820 351 302	(53 000)	67 680 236	887 978 538

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour soutenir la réorganisation de la recherche ciblée des industries (Budget fédéral de 2013)	Crédit 60b	54 351 116
Fonds pour aider les incubateurs et les accélérateurs d'entreprises exceptionnels et à fort potentiel à élargir les services qu'ils offrent aux entrepreneurs (Budget fédéral de 2013)	Crédit 60b	108 103
	Crédit 70b	6 872 943
Total		6 981 046
Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 65b	1
Autorisations disponibles	Crédit 60b	(519 765)
Total des crédits à adopter		60 812 398
Total des crédits législatifs		6 867 838

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, à la Commission canadienne des grains, à la Commission canadienne de sûreté nucléaire, au Service canadien du renseignement de sécurité, à Environnement, à Santé, à Industrie, au Conseil national de recherches du Canada, à Ressources naturelles, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté	Crédit 65b	447 000
---	------------	----------------

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Transferts***Transferts à l'interne*

Pour soutenir les activités de recherche et développement effectuées par des petites et moyennes entreprises (Programme d'aide à la recherche industrielle)	Crédit 60b	(9 500 000)
	Crédit 70b	9 500 000
Total		.....

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Conseil national de recherches du Canada au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour le travail effectué en collaboration avec le Centre canadien de rayonnement synchrotron, l'installation de recherche synchrotronique nationale du Canada	Crédit 60b	(500 000)
---	------------	-----------

Total des transferts**(53 000)****Total des dépenses budgétaires****67 627 236****Liste des paiements de transfert**

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux entreprises	165 864 926	9 500 000	175 364 926
Contributions pour le programme canadien des accélérateurs et incubateurs	.....	6 872 943	6 872 943

Conseil privé

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses du Programme	114 542 494	30 000	1 067 755	115 640 249
Total des crédits	114 542 494	30 000	1 067 755	115 640 249
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>14 401 809</i>	<i>.....</i>	<i>87 211</i>	<i>14 489 020</i>
Total des dépenses budgétaires	128 944 303	30 000	1 154 966	130 129 269

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour lutter contre le passage de clandestins (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1b	1 136 876
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 1b	<i>(69 121)</i>
Total des crédits à adopter		1 067 755
<i>Total des crédits législatifs</i>		<i>87 211</i>
Transferts		
<i>Transferts provenant d'autres organisations</i>		
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor au Bureau du Conseil privé pour le transfert du programme du Prix pour services insignes	Crédit 1b	30 000
Total des transferts		30 000
Total des dépenses budgétaires		1 184 966

Conseiller sénatorial en éthique

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
20b Dépenses du Programme	683 894	.....	60 000	743 894
Total des crédits	683 894	.....	60 000	743 894
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>104 400</i>	<i>.....</i>	<i>6 000</i>	<i>110 400</i>
Total des dépenses budgétaires	788 294	.....	66 000	854 294

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Conduire une enquête sur la conformité au Code régissant les conflits d'intérêts des sénateurs	Crédit 20b	60 000
Total des crédits à adopter		60 000
<i>Total des crédits législatifs</i>		<i>6 000</i>
Total des dépenses budgétaires		66 000

Cour suprême du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
50b Dépenses du Programme	22 916 426	.....	118 613	23 035 039
Total des crédits	22 916 426	.....	118 613	23 035 039
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>8 753 475</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>8 753 475</i>
Total des dépenses budgétaires	31 669 901	.....	118 613	31 788 514

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Recouvrement du produit provenant des droits de stationnement perçus	Crédit 50b	118 613
Total des crédits à adopter		118 613
Total des dépenses budgétaires		118 613

Défense nationale

Sommaire de l'organisation

			Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
			Transferts	Rajustements	
			(dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1b	Dépenses de fonctionnement	12 919 225 319	57 047 084	713 103 522	13 689 375 925
5b	Dépenses en capital	3 640 840 435	(76 912 335)	1	3 563 928 101
10	Subventions et contributions	184 691 220	.....	.....	184 691 220
Total des crédits			16 744 756 974	(19 865 251) 713 103 523	17 437 995 246
Total des postes législatifs			1 341 271 680	 416 583	1 341 688 263
Total des dépenses budgétaires			18 086 028 654	(19 865 251) 713 520 106	18 779 683 509

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la mise en œuvre du règlement approuvé par la Cour fédérale à l'égard du recours collectif Manuge concernant la disposition d'indemnisation de la <i>Loi sur les pensions</i> incluse dans le Régime d'assurance-revenu militaire des Forces canadiennes – Politique sur les prestations d'invalidité de longue durée	Crédit 1b	514 300 000
Fonds pour assurer la mise en œuvre continue de la Stratégie de défense <i>Le Canada d'abord</i>	Crédit 1b	400 045 850
Fonds consacrés à l'étape de définition du projet de navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique et à la mise en œuvre des projets d'infrastructure des navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique	Crédit 5b	164 660 910
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	Crédit 1b	1 891 670
Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 5b	1
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 1b	(203 133 998)
	Crédit 5b	(164 660 910)
<i>Total des autorisations disponibles</i>		(367 794 908)
Total des crédits à adopter		713 103 523
Total des crédits législatifs		416 583
Transferts		
<i>Transferts provenant d'autres organisations</i>		
Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines à la Défense nationale pour couvrir les coûts indirects de la recherche financée par le gouvernement fédéral au Collège militaire royal du Canada	Crédit 1b	778 626

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Transferts***Transferts provenant d'autres organisations*

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et du Conseil de recherches en science humaines à la Défense nationale pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada	Crédit 1b	396 667
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada à la Défense nationale, à l'Agence des services frontaliers du Canada et à Pêches et Océans pour soutenir le Centre des opérations de la sûreté maritime des Grands Lacs	Crédit 5b	93 981
<i>Transferts à l'interne</i>		
Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	Crédit 1b	61 999 441
	Crédit 5b	(61 999 441)
Total		.....
<i>Transferts à d'autres organisations</i>		
Transfert de la Défense nationale à Affaires indiennes et du Nord canadien pour payer les coûts relatifs aux services du Programme des munitions explosives non explosées offerts à la Tsuu T'ina Nation	Crédit 1b	(202 219)
Transfert de la Défense nationale à Affaires indiennes et du Nord canadien pour payer les frais requis pour le nettoyage, l'assainissement et le transfert de l'ancien camp Ipperwash à la Première Nation des Chippewas de Kettle Point et de Stony Point	Crédit 1b	(437 414)
Transfert de la Défense nationale à Environnement, à Pêches et Océans et à l'Agence Parcs Canada pour des investissements dans des initiatives de prévention et de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada	Crédit 5b	(689 473)
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire, de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, de la Défense nationale, de Ressources naturelles, du Service canadien du renseignement de sécurité et de la Gendarmerie royale du Canada à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1b	(1 111 680)
Transfert de la Défense nationale à Ressources naturelles pour les coûts de fonctionnement et d'entretien des installations de Ressources naturelles à Resolute et le soutien logistique relatif au Centre de formation des Forces armées canadiennes dans l'Arctique	Crédit 1b	(1 175 000)
Transfert de la Défense nationale à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique pour aider à l'organisation et à la présentation du Forum sur la sécurité internationale d'Halifax	Crédit 1b	(1 245 000)
Transfert de la Défense nationale à la Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire en vue d'appuyer et d'améliorer les opérations du programme	Crédit 1b	(1 956 337)

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Transferts***Transferts à d'autres organisations*

Transfert de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, à la Commission canadienne des grains, à la Commission canadienne de sûreté nucléaire, au Service canadien du renseignement de sécurité, à Environnement, à Santé, à Industrie, au Conseil national de recherches du Canada, à Ressources naturelles, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté	Crédit 5b	(5 964 100)
Transfert de la Défense nationale au Centre de la sécurité des télécommunications pour le Programme canadien de modernisation des produits cryptographiques	Crédit 5b	(8 353 302)
Total des transferts		(19 865 251)
Total des dépenses budgétaires		693 654 855

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	42 559 535	(49 217)	.....	42 510 318
5b Subventions et contributions	133 411 000	49 217	13 673 333	147 133 550
Total des crédits	175 970 535	.....	13 673 333	189 643 868
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>4 891 451</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>4 891 451</i>
Total des dépenses budgétaires	180 861 986	.....	13 673 333	194 535 319

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement à la Fondation Rick Hansen afin de soutenir la recherche, les programmes et le fonctionnement de l'Institut Rick Hansen	Crédit 5b	6 510 000
Fonds pour soutenir la remise en état ou l'amélioration d'infrastructures communautaires existantes (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 5b	4 299 333
Fonds pour soutenir l'élaboration et la mise en œuvre du Programme de politique internationale de l'École de politique publique de l'Université de Calgary	Crédit 5b	1 500 000
Réinvestissement des recettes provenant des contributions remboursables afin d'accroître les activités liées au développement économique	Crédit 5b	1 413 217
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 5b	<i>(49 217)</i>
Total des crédits à adopter		13 673 333
Transferts		
<i>Transferts à l'interne</i>		
Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	Crédit 1	(49 217)
	Crédit 5b	49 217
Total		.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		13 673 333

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions en vertu du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	72 957 009	9 423 217	82 380 226
Contributions pour le Fonds d'amélioration de l'infrastructure communautaire	23 100 000	4 299 333	27 399 333

Énergie atomique du Canada limitée

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
15b Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	362 443 000	619 900	15 000 000	378 062 900
Total des crédits	362 443 000	619 900	15 000 000	378 062 900
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>108 919 637</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>108 919 637</i>
Total des dépenses budgétaires	471 362 637	619 900	15 000 000	486 982 537

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement pour le règlement du différend de nature juridique et contractuel avec Nordion (Canada) Inc. concernant la production et l'approvisionnement en isotope médicaux	Crédit 15b	15 000 000
--	------------	-------------------

Total des crédits à adopter		15 000 000
------------------------------------	--	-------------------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, à la Commission canadienne des grains, à la Commission canadienne de sûreté nucléaire, au Service canadien du renseignement de sécurité, à Environnement, à Santé, à Industrie, au Conseil national de recherches du Canada, à Ressources naturelles, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté	Crédit 15b	619 900
---	------------	----------------

Total des transferts		619 900
-----------------------------	--	----------------

Total des dépenses budgétaires		15 619 900
---------------------------------------	--	-------------------

Environnement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	740 325 809	(14 257 766)	10 004 395	736 072 438
5b Dépenses en capital	63 594 802	143 500	50 316	63 788 618
10b Subventions et contributions	117 353 468	228 854	2 162 339	119 744 661
Total des crédits	921 274 079	(13 885 412)	12 217 050	919 605 717
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>88 828 924</i>	<i>.....</i>	<i>556 365</i>	<i>89 385 289</i>
Total des dépenses budgétaires	1 010 103 003	(13 885 412)	12 773 415	1 008 991 006

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'augmentation des salaires et des traitements	Crédit 1b	8 047 539
Fonds pour améliorer la qualité de l'eau et la santé de l'écosystème aquatique afin de satisfaire aux obligations du Canada aux termes de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lac de 2012	Crédit 1b	1 291 775
	Crédit 10b	3 907 650
Total		5 199 425
Financement pour l'amélioration du régime de prévention, de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures provenant de navires (poste horizontal)	Crédit 1b	2 327 009
	Crédit 5b	60 000
Total		2 387 009
Fonds pour simplifier la réglementation gouvernementale en matière d'importation et le processus frontalier en matière de commerce (poste horizontal)	Crédit 1b	1 528 173
Fonds pour appuyer les mesures de conservation à l'égard des écosystèmes marins du Canada (Initiative sur la santé des océans) (Budget fédéral de 2013) (poste horizontal)	Crédit 1b	894 506
	Crédit 10b	340 000
Total		1 234 506
Réinvestissement des redevances provenant de la propriété intellectuelle	Crédit 1b	35 031
Autorisations disponibles	Crédit 1b	(4 119 638)
	Crédit 5b	(9 684)
	Crédit 10b	(2 085 311)
Total des autorisations disponibles		(6 214 633)
Total des crédits à adopter		12 217 050

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires**

Total des crédits législatifs **556 365**

Transferts*Transferts provenant d'autres organisations*

Transfert de Pêches et Océans à Environnement pour appuyer la participation des Autochtones à des activités visant à protéger les espèces terrestres en péril dans le cadre de la *Loi sur les espèces en péril* Crédit 10b **228 854**

Transfert de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, à la Commission canadienne des grains, à la Commission canadienne de sûreté nucléaire, au Service canadien du renseignement de sécurité, à Environnement, à Santé, à Industrie, au Conseil national de recherches du Canada, à Ressources naturelles, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté Crédit 5b **143 500**

Transfert de la Défense nationale à Environnement, à Pêches et Océans et à l'Agence Parcs Canada pour des investissements dans des initiatives de prévention et de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada Crédit 1b **85 690**

Transfert de Pêches et Océans à Environnement pour l'hébergement des employés de Pêches et Océans logés dans des édifices d'Environnement et qui travaillent à la mise en œuvre de la *Loi sur les espèces en péril* Crédit 1b **46 404**

Transferts à d'autres organisations

Transfert d'Environnement à Pêches et Océans pour poursuivre la restauration des principaux secteurs aquatiques préoccupants mentionnés dans l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs conclu entre le Canada et les États-Unis Crédit 1b **(859 860)**

Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire, de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, d'Environnement, de Justice et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour le rajustement de montants à la suite de la création de Services partagés Canada Crédit 1b **(13 530 000)**

Total des transferts **(13 885 412)**

Total des dépenses budgétaires **(1 111 997)**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions à l'appui d'Écosystèmes durables	11 719 738	4 197 650	15 917 388
Contributions à l'appui de Biodiversité – Espèces sauvages et habitats	13 037 175	278 854	13 316 029

Finances

Sommaire de l'organisation

			Présent budget supplémentaire des dépenses		
Autorisations à ce jour					Autorisations proposées à ce jour
			Transferts	Rajustements	
			(dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1b	Dépenses de fonctionnement	116 099 945	(1 026 000)	2 543 000	117 616 945
5b	Subventions et contributions	7 235 000	.....	4 200 000	11 435 000
7b	Pour modifier le paragraphe 14(1) de la Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières afin d’augmenter le montant jusqu’à concurrence duquel le ministre des Finances peut faire des paiements directs au Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières de 33 000 000 \$ à 52 100 000 \$	.....	.....	1	1
10	Conformément au paragraphe 8(2) de la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, le montant de l’aide financière fournie par le ministre des Finances en paiements directs à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, pour les garanties de marché en matière d’agriculture, ne doit pas excéder 10 000 000 \$ pour 2013-2014 et 10 000 000 \$ pour 2014-2015	1	.....	.....	1
Total des crédits		123 334 946	(1 026 000)	6 743 001	129 051 947
Total des postes législatifs		87 495 637 585	.....	(554 103 000)	86 941 534 585
Total des dépenses budgétaires		87 618 972 531	(1 026 000)	(547 359 999)	87 070 586 532

Sommaire de l'organisation

			Présent budget supplémentaire des dépenses		
Autorisations à ce jour					Autorisations proposées à ce jour
			Transferts	Rajustements	
			(dollars)		
Dépenses non budgétaires					
Crédits					
L15	Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 441 610 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement	1	.....	.....	1
Total des crédits		1	.....	.....	1
Total des postes législatifs		1	.....	.....	1
Total des dépenses non budgétaires		2	.....	.....	2

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières (<i>Ce poste a été financé à partir du crédit 5 du Conseil du Trésor – Éventualités du gouvernement.</i>)	Crédit 5b	4 200 000
Fonds pour le projet de réaménagement du site du 90, rue Elgin appartenant à l'État	Crédit 1b	2 348 808
Fonds pour la rédaction et l'impression de documents législatifs et réglementaires	Crédit 1b	303 854
Fonds pour autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 7b	1
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 1b	<i>(109 662)</i>
Total des crédits à adopter		6 743 001
Total des crédits législatifs		(554 103 000)
Transferts		
<i>Transferts à d'autres organisations</i>		
Transfert de Finances à Services partagés Canada pour les services de technologie de l'information	Crédit 1b	(1 026 000)
Total des transferts		(1 026 000)
Total des dépenses budgétaires		(548 385 999)

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières		4 200 000	4 200 000
Autres paiements de transfert			
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>60 222 853 029</i>	<i>57 897 000</i>	<i>60 280 750 029</i>

Gendarmerie royale du Canada

Sommaire de l'organisation

			Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
			Transferts	Rajustements	
			(dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
45b	Dépenses de fonctionnement	2 020 714 595	21 455 113	172 950	2 042 342 658
50b	Dépenses en capital	334 524 543	1 489 942	157 575	336 172 060
55b	Subventions et contributions	144 973 657	2 265 243	5 833 485	153 072 385
Total des crédits			25 210 298	6 164 010	2 531 587 103
Total des postes législatifs			.....	.....	478 441 398
Total des dépenses budgétaires			25 210 298	6 164 010	3 010 028 501

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour indemniser des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour des blessures subies dans l'exercice de leurs fonctions	Crédit 55b	7 502 633
Fonds pour la vérification de casiers judiciaires liée à des demandes de suspension de casier	Crédit 45b	172 950
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	Crédit 50b	157 575
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 55b	<i>(1 669 148)</i>
Total des crédits à adopter		6 164 010

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de Sécurité publique et Protection civile à la Gendarmerie royale du Canada pour le Service de police communautaire offert aux Premières Nations	Crédit 45b	25 000 000
Transfert de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, à la Commission canadienne des grains, à la Commission canadienne de sûreté nucléaire, au Service canadien du renseignement de sécurité, à Environnement, à Santé, à Industrie, au Conseil national de recherches du Canada, à Ressources naturelles, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté	Crédit 50b	1 395 000

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Transferts***Transferts provenant d'autres organisations*

Transfert de Citoyenneté et Immigration et de Transports à la Gendarmerie royale du Canada pour des activités liées aux Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015	Crédit 45b	813 600
---	------------	----------------

Transfert de Service correctionnel du Canada à la Gendarmerie royale du Canada pour soutenir la rénovation et l'aménagement du bloc « B » de l'École de la GRC afin de répondre aux besoins de formation de Service correctionnel du Canada	Crédit 50b	431 000
---	------------	----------------

Transfert d'Affaires étrangères, Commerce et Développement à l'Agence des services frontaliers du Canada, au Service canadien du renseignement de sécurité, à Citoyenneté et Immigration, à Justice et à la Gendarmerie royale du Canada pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 50b	296 800
---	------------	----------------

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour le Plan de prestations des survivants de la GRC	Crédit 45b	(596 095)
	Crédit 55b	596 095

Total		
-------	--	-------

Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	Crédit 45b	(1 669 148)
---	------------	-------------

	Crédit 55b	1 669 148
--	------------	-----------

Total		
-------	--	-------

Transferts à d'autres organisations

Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire, de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, d'Environnement, de Justice et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour le rajustement de montants à la suite de la création de Services partagés Canada	Crédit 45b	(5 267)
---	------------	----------------

Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire, de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, de la Défense nationale, de Ressources naturelles, du Service canadien du renseignement de sécurité et de la Gendarmerie royale du Canada à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 45b	(136 300)
--	------------	------------------

Transfert de la Gendarmerie royale du Canada à la Défense nationale, à l'Agence des services frontaliers du Canada et à Pêches et Océans pour soutenir le Centre des opérations de la sûreté maritime des Grands Lacs	Crédit 50b	(233 608)
---	------------	------------------

Transfert de Citoyenneté et Immigration et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour le Projet de biométrie pour les résidents temporaires	Crédit 45b	(251 677)
	Crédit 50b	(399 250)

Total		(650 927)
-------	--	------------------

Transfert de la Gendarmerie royale du Canada à l'Agence des services frontaliers du Canada pour la gestion des exigences pertinentes de la <i>Loi sur les armes à feu</i>	Crédit 45b	(1 700 000)
---	------------	--------------------

Total des transferts		25 210 298
-----------------------------	--	-------------------

Total des dépenses budgétaires		31 374 308
---------------------------------------	--	-------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures subies dans l'exercice de leurs fonctions (L.R.C. (1985), ch. R-11)	126 001 657	7 502 633	133 504 290
Plan de prestations des survivants de la GRC	2 185 000	596 095	2 781 095

Greffé du Tribunal des revendications particulières

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
35b Dépenses du Programme	2 336 978	(2 200 000)	2 650 314	2 787 292
Total des crédits	2 336 978	(2 200 000)	2 650 314	2 787 292
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>824</i>	<i>.</i>	<i>202 932</i>	<i>203 756</i>
Total des dépenses budgétaires	2 337 802	(2 200 000)	2 853 246	2 991 048

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Renouvellement du financement du Greffé du Tribunal des revendications particulières (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 35b	2 656 314
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 35b	<i>(6 000)</i>
Total des crédits à adopter		2 650 314
Total des crédits législatifs		202 932
Transferts		
<i>Transferts à d'autres organisations</i>		
Transfert du Greffé du Tribunal des revendications particulières à Affaires indiennes et du Nord canadien pour le remboursement des fonds destinés à appuyer la poursuite des activités du Greffé du Tribunal des revendications particulières	Crédit 35b	(2 200 000)
Total des transferts		(2 200 000)
Total des dépenses budgétaires		653 246

Industrie

Sommaire de l'organisation

			Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
			Transferts	Rajustements	
			(dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1b	Dépenses de fonctionnement	322 518 987	(6 080 562)	36 742 410	353 180 835
5b	Dépenses en capital	21 111 228	6 374 511	1	27 485 740
10b	Subventions et contributions	651 091 084	300 000	55 051 488	706 442 572
Total des crédits		994 721 299	593 949	91 793 899	1 087 109 147
Total des postes législatifs		214 619 612	.....	9 210 233	223 829 845
Total des dépenses budgétaires		1 209 340 911	593 949	101 004 132	1 310 938 992
Dépenses non budgétaires					
Crédits					
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la Loi sur le ministère de l'Industrie	300 000	.....	.....	300 000
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la Loi sur le ministère de l'Industrie	500 000	.....	.....	500 000
Total des dépenses non budgétaires		800 000	.....	.....	800 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour soutenir le programme Cseries de Bombardier en vue du remboursement des coûts admissibles liés à la recherche et au développement	Crédit 10b	25 697 000
Réinvestissement des recettes provenant de contributions remboursables en appui aux besoins de fonctionnement	Crédit 1b	24 493 521
Fonds pour soutenir des projets de recherche et développement à grande échelle dans le secteur de l'automobile afin de contribuer à la mise au point de véhicules moins polluants et plus écoénergétiques	Crédit 1b	1 195 966
	Crédit 10b	10 700 000
Total		11 895 966
Fonds visant à aider les jeunes à acquérir des compétences en matière de technologies de l'information et des communications afin de mieux les préparer à la recherche d'un emploi	Crédit 1b	547 750
	Crédit 10b	9 479 246
Total		10 026 996
Financement pour soutenir les besoins de fonctionnement en raison d'une diminution des remboursements dans le cadre du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense	Crédit 1b	8 506 479

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour Mitacs Inc. en vue de soutenir l'offre de stages en recherche et développement industrielle	Crédit 1b	25 000
	Crédit 10b	5 975 000
Total		6 000 000
Fonds pour appuyer le Programme d'acquisition d'une expérience professionnelle et ainsi permettre à des jeunes d'acquérir une expérience de travail dans le secteur de la technologie de l'information et des communications	Crédit 1b	330 968
	Crédit 10b	3 200 242
Total		3 531 210
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	Crédit 1b	2 116 178
Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 5b	1
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 1b	<i>(473 452)</i>
Total des crédits à adopter		91 793 899
Total des crédits législatifs		9 210 233

Transferts*Transferts provenant d'autres organisations*

Transfert de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, à la Commission canadienne des grains, à la Commission canadienne de sûreté nucléaire, au Service canadien du renseignement de sécurité, à Environnement, à Santé, à Industrie, au Conseil national de recherches du Canada, à Ressources naturelles, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté	Crédit 5b	368 000
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor à Industrie pour soutenir l'expérience canadienne – Défi sur les données ouvertes	Crédit 10b	300 000
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire à Industrie pour le regroupement de la responsabilité des coopératives	Crédit 1b	191 400

Transferts à l'interne

Pour appuyer l'investissement à l'égard de divers projets d'immobilisations	Crédit 1b	(6 111 962)
	Crédit 5b	6 111 962
Total		.....

Transferts à d'autres organisations

Transfert d'Industrie à Services partagés Canada pour fournir et soutenir l'infrastructure de serveurs et périphériques physiques pour le projet Modernisation des applications du spectre	Crédit 5b	(105 451)
Transfert de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, d'Industrie, d'Agriculture et Agroalimentaire et de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour appuyer le partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine	Crédit 1b	(160 000)
Total des transferts		593 949

Total des dépenses budgétaires**101 598 081**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions en vertu du programme CSeries de Bombardier	55 412 000	25 697 000	81 109 000
Contributions en vertu du Fond d'innovation pour le secteur de l'automobile	45 232 771	10 700 000	55 932 771
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – Stages pour les jeunes dans les centres d'accès communautaire		9 479 246	9 479 246
Contribution à Mitacs Inc.	7 000 000	5 975 000	12 975 000
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – Ordinateurs pour les écoles		3 200 242	3 200 242
Contributions en vertu du Programme des activités stratégiques		300 000	300 000
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>129 686 000</i>	<i>9 000 000</i>	<i>138 686 000</i>

Instituts de recherche en santé du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
15b Dépenses de fonctionnement	49 294 536	.....	859 268	50 153 804
20b Subventions	926 577 281	1 204 443	14 000 000	941 781 724
Total des crédits	975 871 817	1 204 443	14 859 268	991 935 528
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>5 934 927</i>	<i>.....</i>	<i>78 436</i>	<i>6 013 363</i>
Total des dépenses budgétaires	981 806 744	1 204 443	14 937 704	997 948 891

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la recherche axée sur le patient afin d'améliorer les résultats sur la santé par les soins fondés sur des données probantes (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 15b	870 580
	Crédit 20b	14 000 000
Total		14 870 580

<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 15b	<i>(11 312)</i>
----------------------------------	------------	-----------------

Total des crédits à adopter **14 859 268**

Total des crédits législatifs **78 436**

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux Instituts de recherche en santé du Canada pour appuyer le Programme des réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises	Crédit 20b	1 239 443
---	------------	------------------

Transferts à d'autres organisations

Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada à la Commission canadienne de sûreté nucléaire pour le rajustement des fonds destinés à des recherches dans le domaine nucléaire dans un établissement canadien d'enseignement postsecondaire	Crédit 20b	(35 000)
---	------------	-----------------

Total des transferts **1 204 443**

Total des dépenses budgétaires **16 142 147**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	839 864 065	13 965 000	853 829 065
Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises	1 737 000	1 239 443	2 976 443

Justice

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	283 619 104	312 688	683 004	284 614 796
5b Subventions et contributions	341 635 223	.....	9 800 000	351 435 223
Total des crédits	625 254 327	312 688	10 483 004	636 050 019
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>79 855 826</i>	<i>.....</i>	<i>147 123</i>	<i>80 002 949</i>
Total des dépenses budgétaires	705 110 153	312 688	10 630 127	716 052 968

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds de la Stratégie de la justice applicable aux Autochtones	Crédit 1b	1 057 247
(Budget fédéral de 2013)	Crédit 5b	9 800 000
Total		10 857 247

Autorisations disponibles	Crédit 1b	(374 243)
---------------------------	-----------	-----------

Total des crédits à adopter	10 483 004
------------------------------------	-------------------

Total des crédits législatifs	147 123
--------------------------------------	----------------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert d'Affaires étrangères, Commerce et Développement à l'Agence des services frontaliers du Canada, au Service canadien du renseignement de sécurité, à Citoyenneté et Immigration, à Justice et à la Gendarmerie royale du Canada pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1b	319 620
---	-----------	----------------

Transferts à d'autres organisations

Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire, de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, d'Environnement, de Justice et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour le rajustement de montants à la suite de la création de Services partagés Canada	Crédit 1b	(6 932)
---	-----------	----------------

Total des transferts	312 688
-----------------------------	----------------

Total des dépenses budgétaires	10 942 815
---------------------------------------	-------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention versées en vertu du Fonds de la Stratégie de la justice applicable aux Autochtones		50 000	50 000
Contributions			
Contributions versées en vertu du Fonds de la Stratégie de la justice applicable aux Autochtones	2 900 000	9 750 000	12 650 000

La Société des ponts fédéraux Limitée

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
45b Paiements à La Société des ponts fédéraux Limitée	13 000 000	.....	1 338 293	14 338 293
Total des dépenses budgétaires	13 000 000	.....	1 338 293	14 338 293

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la construction du nouveau pont à travée basse de Cornwall	Crédit 45b	1 338 293
Total des crédits à adopter		1 338 293
Total des dépenses budgétaires		1 338 293

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
50b Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	203 590 001	.....	70 976 409	274 566 410
Total des dépenses budgétaires	203 590 001	.....	70 976 409	274 566 410

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la construction du pont-jetée temporaire de L'Île-des-Sœurs (Budget fédéral de 2013)	Crédit 50b	47 696 000
Fonds pour la réfection du tablier du pont Honoré-Mercier	Crédit 50b	10 991 000
Fonds pour des travaux contractuels – réparations et entretien	Crédit 50b	5 770 409
Fonds pour la réfection du pont Champlain	Crédit 50b	4 745 000
Fonds pour la construction du pont-jetée temporaire de L'Île-des-Sœurs	Crédit 50b	1 774 000
Total des crédits à adopter		70 976 409
Total des dépenses budgétaires		70 976 409

Office national de l'énergie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
25b Dépenses du Programme	56 274 609	.....	12 380 000	68 654 609
Total des crédits	56 274 609	.....	12 380 000	68 654 609
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>7 195 012</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>7 195 012</i>
Total des dépenses budgétaires	63 469 621	.....	12 380 000	75 849 621

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement pour la réinstallation des bureaux à Calgary	Crédit 25b	12 380 000
Total des crédits à adopter		12 380 000
Total des dépenses budgétaires		12 380 000

Patrimoine canadien

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	170 421 866	138 588	1	170 560 455
5b Subventions et contributions	1 131 552 460	(460 184)	848 588	1 131 940 864
Total des crédits	1 301 974 326	(321 596)	848 589	1 302 501 319
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>22 805 046</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>22 805 046</i>
Total des dépenses budgétaires	1 324 779 372	(321 596)	848 589	1 325 306 365

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le projet du Centre de découverte du patrimoine au lieu historique national Ermatinger Clergue	Crédit 5b	1 000 000
Fonds pour autoriser les virements entre crédits et pour modifier les énoncés des crédits	Crédit 1b	1
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 5b	<i>(151 412)</i>
Total des crédits à adopter		848 589

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien à Patrimoine canadien afin de sensibiliser le public et de promouvoir la participation de la communauté aux activités de la Journée nationale des Autochtones	Crédit 5b	310 000
Transfert d'Affaires étrangères, Commerce et Développement à Patrimoine canadien pour fournir un soutien à la construction du Monument national de l'Holocauste à la mémoire des victimes et des survivants canadiens de l'Holocauste	Crédit 1b	300 000

Transferts à l'interne

Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	Crédit 1b	(151 412)
	Crédit 5b	151 412
Total		.....
<i>Transferts à d'autres organisations</i>		
Transfert de Patrimoine canadien à la Société du Centre national des Arts pour l'édition 2013 du festival biennal « Zones théâtrales » dont le mandat est de faire rayonner le théâtre professionnel des communautés francophones canadiennes et des régions du Québec	Crédit 5b	(75 000)

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Transferts***Transferts à d'autres organisations*

Transfert de Patrimoine canadien au Conseil des Arts du Canada afin de soutenir des projets de coopération multilatéraux de théâtre de langue française, ainsi que pour assurer la participation du Canada aux réunions de la Commission internationale du théâtre francophone	Crédit 5b	(127 000)
Transfert de Patrimoine canadien au Conseil de recherches en sciences humaines pour des projets de recherche sur l'élaboration de politiques concernant la participation sportive	Crédit 1b Crédit 5b	(10 000) (719 596)
Total		(729 596)
Total des transferts		(321 596)
Total des dépenses budgétaires		526 993

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions pour le Fonds du Canada pour les espaces culturels	24 358 613	1 000 000	25 358 613
Contributions à l'appui du Programme de célébrations et commémorations	7 194 367	310 000	7 504 367

Pêches et Océans

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	1 176 450 745	(1 008 891)	64 167 294	1 239 609 148
5b Dépenses en capital	414 557 496	.....	24 519 207	439 076 703
10b Subventions et contributions	59 091 192	1 797 139	27 425 840	88 314 171
Total des crédits	1 650 099 433	788 248	116 112 341	1 767 000 022
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>129 976 884</i>	<i>.....</i>	<i>1 896 427</i>	<i>131 873 311</i>
Total des dépenses budgétaires	1 780 076 317	788 248	118 008 768	1 898 873 333

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'enlèvement du carburant et des autres polluants présents dans le navire <i>Brigadier General M.G. Zalinski</i>	Crédit 1b	46 051 796
Fonds pour le renouvellement de l'Initiative des pêches commerciales intégrées du Pacifique (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 1b	6 742 025
	Crédit 10b	14 262 000
Total		21 004 025
Fonds pour entreprendre les phases intégrées d'ingénierie pour trois navires hauturiers de sciences et un navire hauturier de sciences océanographiques de la Garde côtière canadienne	Crédit 5b	20 505 000
Fonds pour le renouvellement de l'Initiative des pêches commerciales intégrées de l'Atlantique (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 1b	1 776 520
	Crédit 10b	9 075 840
Total		10 852 360
Financement pour l'amélioration du régime de prévention, de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures provenant de navires (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1b	6 127 141
	Crédit 5b	1 215 140
Total		7 342 281
Fonds pour des activités de protection des Grands Lacs du côté canadien contre l'invasion de la carpe asiatique	Crédit 1b	4 419 908
Fonds pour le Programme de partenariats relatifs à la conservation des pêches récréatives (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 10b	4 000 000

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour appuyer les mesures de conservation à l'égard des écosystèmes marins du Canada (Initiative sur la santé des océans) (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 1b	2 502 745
(<i>poste horizontal</i>)	Crédit 10b	88 000
Total		2 590 745
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	Crédit 1b	2 004 436
Fonds pour la phase de planification visant l'acquisition de nouveaux petits navires et bateaux de recherche et de sauvetage de la Garde côtière canadienne	Crédit 5b	1 532 021
Fonds pour la phase de définition du projet de renouvellement de la flotte d'hélicoptères de la Garde côtière canadienne	Crédit 5b	1 351 053
Fonds pour simplifier la réglementation gouvernementale en matière d'importation et le processus frontalier en matière de commerce (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1b	269 401
Réinvestissement des recettes versées par des pollueurs ou par la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires pour les coûts de dépollution à la suite de déversement de pétrole	Crédit 1b	241 633
Fonds pour soutenir la mise en œuvre du Programme d'atténuation aux termes du chapitre 3 (Chinook) du Traité sur le saumon du Pacifique	Crédit 1b	143 000
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	Crédit 1b	15 000
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 1b	(6 126 311)
	Crédit 5b	(84 007)
<i>Total des autorisations disponibles</i>		(6 210 318)
Total des crédits à adopter		116 112 341
Total des crédits législatifs		1 896 427
Transferts		
<i>Transferts provenant d'autres organisations</i>		
Transfert d'Environnement à Pêches et Océans pour poursuivre la restauration des principaux secteurs aquatiques préoccupants mentionnés dans l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs conclu entre le Canada et les États-Unis	Crédit 1b	859 860
Transfert de la Défense nationale à Environnement, à Pêches et Océans et à l'Agence Parcs Canada pour des investissements dans des initiatives de prévention et de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada	Crédit 1b	194 370
Transfert de Service correctionnel du Canada à Pêches et Océans et à Affaires indiennes et du Nord canadien pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés	Crédit 1b	165 000
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada à la Défense nationale, à l'Agence des services frontaliers du Canada et à Pêches et Océans pour soutenir le Centre des opérations de la sûreté maritime des Grands Lacs	Crédit 1b	74 276

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Transferts***Transferts à l'interne*

Pour appuyer des projets dans le cadre du Programme de subventions à des catégories de ports pour petits bateaux	Crédit 1b	(980 000)
	Crédit 10b	980 000
Total		.....
Pour soutenir le paiement de contribution à la Fondation du saumon du Pacifique pour le Programme communautaire de conservation du saumon	Crédit 1b	(972 993)
	Crédit 10b	972 993
Total		.....
Pour soutenir la recherche développement universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire)	Crédit 1b	(183 000)
	Crédit 10b	183 000
Total		.....
Pour soutenir la capacité de conservation et de mise en valeur des pêches (Programme autochtones de gestion des ressources aquatiques et océaniques)	Crédit 1b	(120 000)
	Crédit 10b	120 000
Total		.....
Pour appuyer le Programme de contributions à des catégories de ports pour petits bateaux	Crédit 1b	200 000
	Crédit 10b	(200 000)
Total		.....
Pour soutenir l'opération Zalinski en relation avec les Premières Nations de Gitkxala et Gitga'at (Programme sur la Stratégie relative aux pêches autochtones)	Crédit 1b	(200 000)
	Crédit 10b	200 000
Total		.....
<i>Transferts à d'autres organisations</i>		
Transfert de Pêches et Océans à Environnement pour l'hébergement des employés de Pêches et Océans logés dans des édifices d'Environnement et qui travaillent à la mise en œuvre de la <i>Loi sur les espèces en péril</i>	Crédit 1b	(46 404)
Transfert de Pêches et Océans à Environnement pour appuyer la participation des Autochtones à des activités visant à protéger les espèces terrestres en péril dans le cadre de la <i>Loi sur les espèces en péril</i>	Crédit 10b	(228 854)
Transfert de Pêches et Océans à Affaires indiennes et du Nord canadien pour la gestion des pêches dans la zone visée par l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador, en particulier, pour le programme de Garde-pêche et le projet English River	Crédit 10b	(230 000)
Total des transferts		788 248
Total des dépenses budgétaires		118 797 016

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux	500 000	980 000	1 480 000
Contributions			
Contributions à l'appui d'une participation accrue des Autochtones aux pêches commerciales, aux ententes de gestion des pêches coopératives et aux consultations liées aux ententes de pêches des Autochtones	26 729 300	21 107 840	47 837 140
Contributions à l'appui du Programme de partenariats relatifs à la conservation des pêches récréatives	.....	4 000 000	4 000 000
Contributions en vertu du Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques	14 363 000	2 171 146	16 534 146
Contribution à la Fondation du saumon du Pacifique	962 000	972 993	1 934 993
Contributions à l'appui du Programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques	.....	183 000	183 000
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	241 192	8 000	249 192

Ressources humaines et Développement des compétences

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	658 525 196	.....	2 896 559	661 421 755
5b Subventions et contributions	1 763 505 292	497 000	57 355 900	1 821 358 192
Total des crédits	2 422 030 488	497 000	60 252 459	2 482 779 947
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>48 142 474 056</i>	<i>.....</i>	<i>3 617 194</i>	<i>48 146 091 250</i>
Total des dépenses budgétaires	50 564 504 544	497 000	63 869 653	50 628 871 197
Dépenses non budgétaires				
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>760 632 426</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>760 632 426</i>
Total des dépenses non budgétaires	760 632 426	.....	.....	760 632 426

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement destiné au Fonds pour l'accessibilité pour la construction et les rénovations visant à faciliter l'accès des personnes handicapées grâce à des projets pour lesquels le soutien de la communauté est évident, y compris l'adaptation en milieu de travail (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 1b	1 161 575
	Crédit 5b	13 650 000
Total		14 811 575
Fonds pour la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance afin de promouvoir des structures et des partenariats stratégiques, des solutions aux problèmes du logement et des mesures de soutien stables et d'aider les personnes sans-abri à devenir autonomes	Crédit 5b	13 320 046
Fonds pour les systèmes de gestion des cas et la formation offerte aux bénéficiaires de l'aide au revenu dans les réserves (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 5b	11 885 854
Financement pour créer de nouveaux stages pour les nouveaux diplômés de niveau postsecondaire grâce à Objectif carrière, un volet de la Stratégie emploi jeunesse (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 5b	10 000 000
Financement pour le Fonds pour les compétences et les partenariats afin d'accroître la participation des Autochtones au marché du travail canadien en veillant à ce que les Premières Nations, les Inuits et les Métis occupent des emplois viables et intéressants	Crédit 5b	8 000 000
Fonds pour la mise en œuvre de l'option relative au report volontaire de la pension de la Sécurité de la vieillesse	Crédit 1b	3 089 474

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds appuyant la création d'un forum canadien des employeurs sur l'incapacité pour faciliter l'éducation, la formation et l'échange de ressources en matière d'embauche et de maintien en poste des personnes handicapées (Budget fédéral de 2013)	Crédit 5b	500 000
--	-----------	----------------

<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 1b	<i>(1 354 490)</i>
----------------------------------	-----------	--------------------

Total des crédits à adopter		60 252 459
------------------------------------	--	-------------------

Total des crédits législatifs		3 617 194
--------------------------------------	--	------------------

Transferts*Transferts provenant d'autres organisations*

Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien à Ressources humaines et Développement des compétences pour soutenir l'administration régionale Kativik afin de rationaliser l'exécution des programmes destinés aux jeunes	Crédit 5b	497 000
--	-----------	----------------

Total des transferts		497 000
-----------------------------	--	----------------

Total des dépenses budgétaires		64 366 653
---------------------------------------	--	-------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour des projets de petite envergure du Fonds pour l'accessibilité	1 612 000	13 650 000	15 262 000
Subventions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	750 000	1 621 268	2 371 268
Subventions aux organismes sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social	14 275 000	500 000	14 775 000
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>47 303 852 396</i>	<i>3 000 000</i>	<i>47 306 852 396</i>
Contributions			
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation de ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	607 476 600	30 382 854	637 859 454
Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abri au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	133 582 094	11 698 778	145 280 872

Ressources naturelles

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	837 103 402	31 142 873	1	868 246 276
5b Dépenses en capital	28 395 340	400 000	1	28 795 341
10b Subventions et contributions	638 924 121	(30 096 373)	.....	608 827 748
Total des crédits	1 504 422 863	1 446 500	2	1 505 869 365
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>1 314 952 299</i>	<i>.....</i>	<i>474 680</i>	<i>1 315 426 979</i>
Total des dépenses budgétaires	2 819 375 162	1 446 500	474 682	2 821 296 344

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement d'une campagne de mobilisation et de sensibilisation soutenue au Canada et à l'étranger pour renforcer l'image du Canada à titre de chef de file mondial du développement responsable des ressources, et pour contribuer aux efforts visant à accroître et à protéger l'accès aux marchés	Crédit 1b	12 497 886
	Crédit 10b	500 000
Total		12 997 886
Fonds pour la mise en œuvre de la restructuration des laboratoires nucléaires d'Énergie atomique du Canada limitée	Crédit 1b	8 500 000
Fonds pour la mise en œuvre de la phase 2 du programme Géocartographie de l'énergie et des minéraux	Crédit 1b	6 074 120
	Crédit 10b	140 000
Total		6 214 120
Fonds pour la mise en œuvre de l'Initiative de la région de Port Hope	Crédit 1b	1 559 250
	Crédit 10b	2 300 000
Total		3 859 250
Fonds pour préparer la demande du Canada à la Commission des limites du plateau continental en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer	Crédit 1b	1 346 075
Fonds pour simplifier la réglementation gouvernementale en matière d'importation et le processus frontalier en matière de commerce <i>(poste horizontal)</i>	Crédit 1b	741 891
Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 5b	1

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter***Autorisations disponibles*

Crédit 1b (30 719 221)

Crédit 10b (2 940 000)

*Total des autorisations disponibles***(33 659 221)****Total des crédits à adopter****2****Total des crédits législatifs****474 680****Transferts***Transferts provenant d'autres organisations*

Transfert de la Défense nationale à Ressources naturelles pour les coûts de fonctionnement et d'entretien des installations de Ressources naturelles à Resolute et le soutien logistique relatif au Centre de formation des Forces armées canadiennes dans l'Arctique

Crédit 1b **1 175 000**

Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien à Ressources naturelles pour le Bureau géoscientifique Canada-Nunavut

Crédit 1b **430 000**

Transfert de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, à la Commission canadienne des grains, à la Commission canadienne de sûreté nucléaire, au Service canadien du renseignement de sécurité, à Environnement, à Santé, à Industrie, au Conseil national de recherches du Canada, à Ressources naturelles, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté

Crédit 5b **400 000***Transferts à l'interne*

Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis

Crédit 1b 30 096 373

Crédit 10b (30 096 373)

Total**.....***Transferts à d'autres organisations*

Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire, de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, de la Défense nationale, de Ressources naturelles, du Service canadien du renseignement de sécurité et de la Gendarmerie royale du Canada à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger

Crédit 1b **(133 500)**

Transfert de Ressources naturelles à Affaires indiennes et du Nord canadien pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés

Crédit 1b **(425 000)****Total des transferts****1 446 500****Total des dépenses budgétaires****1 921 182**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui du programme Géocartographie de l'énergie et des minéraux	.....	140 000	140 000
Subventions à l'appui d'une campagne de mobilisation et de sensibilisation soutenue	.....	100 000	100 000
Contributions			
Contribution à l'appui de la phase de nettoyage de l'installation minière d'uranium de Gunnar	811 000	2 300 000	3 111 000
Contributions à l'appui d'une campagne de mobilisation et de sensibilisation soutenue	.....	400 000	400 000

Santé

Sommaire de l'organisation

			Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
			Transferts	Rajustements	
Autorisations à ce jour			(dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1b	Dépenses de fonctionnement	1 831 357 317	(108 736 002)	235 479 489	1 958 100 804
5b	Dépenses en capital	28 640 700	535 892	1	29 176 593
10b	Subventions et contributions	1 420 761 831	106 470 669	101 958 206	1 629 190 706
Total des crédits		3 280 759 848	(1 729 441)	337 437 696	3 616 468 103
Total des postes législatifs		126 822 620	.....	60 033 498	186 856 118
Total des dépenses budgétaires		3 407 582 468	(1 729 441)	397 471 194	3 803 324 221

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour soutenir les programmes et services de santé offerts aux Premières nations et aux Inuits (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 1b	229 641 172
	Crédit 10b	55 866 506
Total		285 507 678
Fonds en appui de la mise en œuvre de l'Accord-cadre tripartite de la C.-B. sur la gouvernance de la santé par les Premières nations pour le transfert à la Régie de la santé des Premières nations	Crédit 10b	43 897 900
Fonds pour simplifier la réglementation gouvernementale en matière d'importation et le processus frontalier en matière de commerce (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1b	3 812 899
Fonds pour poursuivre le renforcement de la capacité à prévenir et à détecter les éclosions de maladies d'origine alimentaire et à y réagir (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1b	3 171 427
Fonds en appui au Réseau canadien de recherche et d'intervention sur la dépression et pour la mise en œuvre d'un programme de formation médicale continue sur le syndrome de stress post-traumatique	Crédit 10b	1 951 800
Fonds pour appuyer la mise en œuvre du projet « Équipes pour l'avancée de l'expérience des patients : renforcement de la qualité » de l'Université McMaster	Crédit 10b	1 742 000
Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 5b	1
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 1b	(1 146 009)
	Crédit 10b	(1 500 000)
<i>Total des autorisations disponibles</i>		(2 646 009)
Total des crédits à adopter		337 437 696

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires***Total des crédits législatifs***60 033 498****Transferts***Transferts provenant d'autres organisations*

Transfert de Services partagés Canada à Santé pour la mise en œuvre de l'Accord-cadre tripartite de la C.-B. sur la gouvernance de la santé par les Premières nations pour le transfert à la Régie de la santé des Premières nations	Crédit 10b	1 744 032
--	------------	------------------

Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada à Santé pour les accords de contribution du portefeuille de Santé aux fins de l'approche axée sur le mieux-être dans le Nord	Crédit 10b	1 001 312
---	------------	------------------

Transfert de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, à la Commission canadienne des grains, à la Commission canadienne de sûreté nucléaire, au Service canadien du renseignement de sécurité, à Environnement, à Santé, à Industrie, au Conseil national de recherches du Canada, à Ressources naturelles, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté	Crédit 5b	606 000
---	-----------	----------------

Transferts à l'interne

Pour la mise en œuvre de l'Accord-cadre tripartite de la C.-B. sur la gouvernance de la santé par les Premières nations pour le transfert à la Régie de la santé des Premières nations	Crédit 1b	(108 736 002)
	Crédit 5b	(70 108)
	Crédit 10b	108 806 110

Total

.....

Transferts à d'autres organisations

Transfert de Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour fournir un soutien au comité de la santé de l'Organisation de coopération et de développement économiques	Crédit 10b	(400 000)
---	------------	------------------

Transfert de Santé à Affaires indiennes et du Nord canadien pour financer les programmes de santé du gouvernement du Nunatsiavut	Crédit 10b	(4 680 785)
--	------------	--------------------

Total des transferts**(1 729 441)****Total des dépenses budgétaires****395 741 753**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions au soutien à l'infrastructure de la santé des Premières Nations et des Inuits	212 904 240	168 992 506	381 896 746
Contributions aux fins des prestations supplémentaires en santé pour les Premières Nations et les Inuits	169 103 887	29 237 004	198 340 891
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits	718 968 928	8 405 565	727 374 493
La Société pour les troubles de l'humeur du Canada	.....	1 951 800	1 951 800
Université McMaster – Équipes pour l'avancée de l'expérience des patients : renforcement de la qualité	.....	1 742 000	1 742 000

Secrétariat du Conseil du Trésor

Sommaire de l'organisation

			Présent budget supplémentaire des dépenses		
Autorisations à ce jour					Autorisations proposées à ce jour
			Transferts	Rajustements	
			(dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1b	Dépenses du Programme	226 206 116	(2 843 499)	5 264 377	228 626 994
5	Éventualités du gouvernement	746 299 999	.....	.....	746 299 999
10	Initiatives pangouvernementales	2 093 000	.....	.....	2 093 000
15b	Rajustements à la rémunération	.....	.....	94 092 664	94 092 664
20b	Assurances de la fonction publique	2 267 261 397	.....	918 264	2 268 179 661
25b	Report du budget de fonctionnement	882 906	173 912 689	275 000 000	449 795 595
30b	Besoins en matière de rémunération	531 573 671	.....	955 000 000	1 486 573 671
33	Report du budget des dépenses en capital	173 912 689	(173 912 689)	.....	.....
Total des crédits		3 948 229 778	(2 843 499)	1 330 275 305	5 275 661 584
Total des postes législatifs		28 100 592	.....	443 307 647	471 408 239
Total des dépenses budgétaires		3 976 330 370	(2 843 499)	1 773 582 952	5 747 069 823

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Besoin en matière de rémunération – Fonds pour des affectations aux ministères et aux organismes admissibles pour le versement des indemnités de départ accumulées	Crédit 30b	955 000 000
Besoins additionnels en matière du Report du budget de fonctionnement	Crédit 25b	275 000 000
Rajustements à la rémunération – Virement aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux	Crédit 15b	94 092 664
Financement pour appuyer la planification, la conception et la mise en œuvre du projet de renouvellement de l'espace de travail du Secrétariat du Conseil du Trésor (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1b	4 048 796
Financement visant à renouveler le Programme d'apprentissage mixte	Crédit 1b	1 322 825
	Crédit 20b	918 264
Total		2 241 089
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 1b	<i>(107 244)</i>
Total des crédits à adopter		1 330 275 305
<i>Total des crédits législatifs</i>		<i>443 307 647</i>

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Transferts***Transferts à l'interne*

Pour satisfaire aux exigences supplémentaires	Crédit 25b	173 912 689
	Crédit 33	(173 912 689)

Total

.....

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor au Bureau du Conseil privé pour le transfert du programme du Prix pour services insignes	Crédit 1b	(30 000)
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor à Industrie pour soutenir l'expérience canadienne – Défi sur les données ouvertes	Crédit 1b	(300 000)
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor à Travaux publics et Services gouvernementaux pour les activités subsistant en rapport avec la mise au point de l'application de gestion des ressources humaines (Peoplesoft 9.1)	Crédit 1b	(2 513 499)
Total des transferts		(2 843 499)
Total des dépenses budgétaires		1 770 739 453

Sécurité publique et Protection civile

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	131 748 632	.....	.....	131 748 632
5b Subventions et contributions	530 628 590	(25 097 870)	714 000 000	1 219 530 720
Total des crédits	662 377 222	(25 097 870)	714 000 000	1 351 279 352
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>15 940 032</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>15 940 032</i>
Total des dépenses budgétaires	678 317 254	(25 097 870)	714 000 000	1 367 219 384

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Augmentation du financement du programme de contribution Accords d'aide financière en cas de catastrophe	Crédit 5b	689 000 000
--	-----------	--------------------

Aide financière à la province de Québec pour l'aider à assumer les coûts d'intervention et de rétablissement engagés à la suite de l'explosion découlant du déraillement de train survenu à Lac-Mégantic, au Québec	Crédit 5b	25 000 000
---	-----------	-------------------

Total des crédits à adopter		714 000 000
------------------------------------	--	--------------------

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de Sécurité publique et Protection civile au Conseil de recherches en sciences humaines pour de la recherche sur les réseaux extrémistes de droite au Canada	Crédit 5b	(97 870)
--	-----------	-----------------

Transfert de Sécurité publique et Protection civile à la Gendarmerie royale du Canada pour le Service de police communautaire offert aux Premières Nations	Crédit 5b	(25 000 000)
--	-----------	---------------------

Total des transferts		(25 097 870)
-----------------------------	--	---------------------

Total des dépenses budgétaires		688 902 130
---------------------------------------	--	--------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions versées aux provinces à titre d'aide financière en cas de catastrophes naturelles	330 000 000	689 000 000	1 019 000 000
Aide financière à la province de Québec pour l'aider à assumer les coûts d'intervention et de rétablissement engagés à la suite de l'explosion découlant du déraillement de train survenu à Lac-Mégantic, au Québec		25 000 000	25 000 000

Service canadien du renseignement de sécurité

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
20b Dépenses du Programme	482 879 526	(1 219 900)	5 178 867	486 838 493
Total des crédits	482 879 526	(1 219 900)	5 178 867	486 838 493
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>48 371 070</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>48 371 070</i>
Total des dépenses budgétaires	531 250 596	(1 219 900)	5 178 867	535 209 563

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Recouvrement du produit de la vente d'habitations achetées dans le cadre d'un programme de vente immobilière	Crédit 20b	4 058 000
Recouvrement du produit provenant des droits de stationnement perçus	Crédit 20b	1 126 677
Recouvrement des coûts liés au filtrage de sécurité des employés des centrales nucléaires et des installations gouvernementales provinciales	Crédit 20b	498 190
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 20b	<i>(504 000)</i>
Total des crédits à adopter		5 178 867

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, à la Commission canadienne des grains, à la Commission canadienne de sûreté nucléaire, au Service canadien du renseignement de sécurité, à Environnement, à Santé, à Industrie, au Conseil national de recherches du Canada, à Ressources naturelles, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté	Crédit 20b	674 700
Transfert d'Affaires étrangères, Commerce et Développement à l'Agence des services frontaliers du Canada, au Service canadien du renseignement de sécurité, à Citoyenneté et Immigration, à Justice et à la Gendarmerie royale du Canada pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 20b	222 500

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires**Transferts***Transferts à d'autres organisations*

Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire, de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, de la Défense nationale, de Ressources naturelles, du Service canadien du renseignement de sécurité et de la Gendarmerie royale du Canada à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 20b	(2 117 100)
--	------------	-------------

Total des transferts

(1 219 900)**Total des dépenses budgétaires**

3 958 967

Service correctionnel du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
25b Dépenses de fonctionnement	2 138 099 687	(489 501)	5 592 264	2 143 202 450
30 Dépenses en capital	457 362 097	(441 499)	.....	456 920 598
Total des crédits	2 595 461 784	(931 000)	5 592 264	2 600 123 048
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>233 116 766</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>233 116 766</i>
Total des dépenses budgétaires	2 828 578 550	(931 000)	5 592 264	2 833 239 814

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'augmentation des salaires et des traitements	Crédit 25b	6 529 480
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 25b	<i>(937 216)</i>

Total des crédits à adopter

5 592 264

Transferts

Transferts à l'interne

Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	Crédit 25b	10 499
	Crédit 30	(10 499)
Total		.....

Transferts à d'autres organisations

Transfert de Service correctionnel du Canada à la Gendarmerie royale du Canada pour soutenir la rénovation et l'aménagement du bloc « B » de l'École de la GRC afin de répondre aux besoins de formation de Service correctionnel du Canada	Crédit 30	(431 000)
Transfert de Service correctionnel du Canada à Pêches et Océans et à Affaires indiennes et du Nord canadien pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés	Crédit 25b	(500 000)
Total des transferts		(931 000)
Total des dépenses budgétaires		4 661 264

Services partagés Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
15b Dépenses de fonctionnement	1 203 122 344	6 414 100	110 999	1 209 647 443
20b Dépenses en capital	178 694 263	504 701	5 752 330	184 951 294
Total des crédits	1 381 816 607	6 918 801	5 863 329	1 394 598 737
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>99 952 971</i>	<i>.....</i>	<i>100 452</i>	<i>100 053 423</i>
Total des dépenses budgétaires	1 481 769 578	6 918 801	5 963 781	1 494 652 160

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement pour appuyer la planification, la conception et la mise en œuvre du projet de renouvellement de l'espace de travail du Secrétariat du Conseil du Trésor (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 15b	64 801
	Crédit 20b	2 831 744
Total		2 896 545
Fonds destinés à la modernisation des services d'administration de la paye du gouvernement fédéral (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 20b	2 105 266
Fonds pour mettre en œuvre le système d'autorisation électronique de voyage, à l'appui du Plan d'action sur la sécurité du périmètre et de la compétitivité économique (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 20b	815 320
Fonds pour la mise en œuvre et l'administration de diverses mesures fiscales annoncées dans le budget fédéral de 2012, notamment pour accroître la transparence et la reddition de comptes des organismes de bienfaisance et pour les régimes de pension agréés collectifs	Crédit 15b	175 514
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 15b	<i>(129 316)</i>
Total des crédits à adopter		5 863 329
Total des crédits législatifs		100 452
Transferts		
<i>Transferts provenant d'autres organisations</i>		
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire, de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, d'Environnement, de Justice et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour le rajustement de montants à la suite de la création de Services partagés Canada	Crédit 15b	13 561 599
Transfert de Finances à Services partagés Canada pour les services de technologie de l'information	Crédit 15b	1 026 000

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Transferts***Transferts provenant d'autres organisations*

Transfert de Citoyenneté et Immigration et de la Gendarmerie royale du Canada	Crédit 15b	570 493
à Services partagés Canada pour le Projet de biométrie pour les résidents temporaires	Crédit 20b	399 250

Total		969 743
-------	--	----------------

Transfert d'Industrie à Services partagés Canada pour fournir et soutenir l'infrastructure de serveurs et périphériques physiques pour le projet Modernisation des applications du spectre	Crédit 20b	105 451
--	------------	----------------

Transferts à d'autres organisations

Transfert de Services partagés Canada à Santé pour la mise en œuvre de l'Accord-cadre tripartite de la C.-B. sur la gouvernance de la santé par les Premières nations pour le transfert à la Régie de la santé des Premières nations	Crédit 15b	(1 744 032)
--	------------	--------------------

Transfert de Services partagés Canada à Citoyenneté et Immigration et à Travaux publics et Services gouvernementaux pour le rajustement de montants à la suite de la création de Services partagés Canada	Crédit 15b	(6 999 960)
---	------------	--------------------

Total des transferts		6 918 801
-----------------------------	--	------------------

Total des dépenses budgétaires		12 882 582
---------------------------------------	--	-------------------

Société d'expansion du Cap-Breton

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
10b Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton	51 763 000	.....	1 085 000	52 848 000
Total des dépenses budgétaires	51 763 000	.....	1 085 000	52 848 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds consacrés au respect des obligations et à l'assainissement de l'environnement relativement à d'anciens sites miniers	Crédit 10b	1 085 000
--	------------	------------------

Total des crédits à adopter		1 085 000
------------------------------------	--	------------------

Total des dépenses budgétaires		1 085 000
---------------------------------------	--	------------------

Société du Centre national des Arts

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
65b Paiements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement	33 796 174	325 000	1	34 121 175
Total des dépenses budgétaires	33 796 174	325 000	1	34 121 175

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 65b	1
Total des crédits à adopter		1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert d'Affaires étrangères, Commerce et Développement à la Société du Centre national des Arts pour appuyer la tournée de l'orchestre en Chine à l'automne 2013, dans le but de renforcer les relations bilatérales entre le Canada et la Chine	Crédit 65b	250 000
Transfert de Patrimoine canadien à la Société du Centre national des Arts pour l'édition 2013 du festival biennal « Zones théâtrales » dont le mandat est de faire rayonner le théâtre professionnel des communautés francophones canadiennes et des régions du Québec	Crédit 65b	75 000
Total des transferts		325 000
Total des dépenses budgétaires		325 001

Statistique Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
105b Dépenses du Programme	362 296 930	.....	36 574 832	398 871 762
Total des crédits	362 296 930	.....	36 574 832	398 871 762
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>62 167 097</i>	<i>.....</i>	<i>5 048 433</i>	<i>67 215 530</i>
Total des dépenses budgétaires	424 464 027	.....	41 623 265	466 087 292

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la planification, la conception, l'élaboration et l'essai des questions, systèmes et processus pour le Recensement de la population de 2016 et le Recensement de l'agriculture de 2016 Crédit 105b **36 685 431**

Autorisations disponibles Crédit 105b *(110 599)*

Total des crédits à adopter **36 574 832**

Total des crédits législatifs *5 048 433*

Total des dépenses budgétaires **41 623 265**

Transports

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	546 071 947	6 600 186	9 621 769	562 293 902
5b Dépenses en capital	237 239 807	(7 189 500)	2 410 440	232 460 747
10b Subventions et contributions	543 950 649	11 640 200	1	555 590 850
Total des crédits	1 327 262 403	11 050 886	12 032 210	1 350 345 499
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>231 733 600</i>	<i>.....</i>	<i>2 145 075</i>	<i>233 878 675</i>
Total des dépenses budgétaires	1 558 996 003	11 050 886	14 177 285	1 584 224 174

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement pour l'amélioration du régime de prévention, de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures provenant de navires <i>(poste horizontal)</i>	Crédit 1b	10 231 944
Financement pour la réhabilitation des brise-lames est et ouest à Wood Islands, Île-du-Prince-Édouard, au moyen de l'initiative d'investissement du Programme de contribution pour les services de traversier	Crédit 5b	2 410 440
Réinvestissement de recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	Crédit 1b	210 921
Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 10b	1
<i>Autorisations disponibles</i>	Crédit 1b	<i>(821 096)</i>
Total des crédits à adopter		12 032 210
Total des crédits législatifs		2 145 075
Transferts		
<i>Transferts provenant d'autres organisations</i>		
Transfert de l'Agence Parcs Canada à Transports relativement au Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers <i>Transferts à l'interne</i>	Crédit 10b	11 640 200
Réaffectation de fonds pour le projet du passage international de la rivière Detroit	Crédit 1b	7 189 500
	Crédit 5b	(7 189 500)
Total		.....

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Transferts***Transferts à d'autres organisations*

Transfert de Transports au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour offrir un appui au Réseau national de recherche sur les espèces aquatiques envahissantes	Crédit 1b	(150 000)
---	-----------	-----------

Transfert de Citoyenneté et Immigration et de Transports à la Gendarmerie royale du Canada pour des activités liées aux Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015	Crédit 1b	(439 314)
---	-----------	-----------

Total des transferts		11 050 886
-----------------------------	--	-------------------

Total des dépenses budgétaires		25 228 171
---------------------------------------	--	-------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers	143 574 429	11 640 200	155 214 629

Travaux publics et Services gouvernementaux

Sommaire de l'organisation

			Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
			Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1b	Dépenses de fonctionnement	1 945 989 887	9 422 999	78 964 148	2 034 377 034
5b	Dépenses en capital	621 735 704	.....	86 042 148	707 777 852
Total des crédits			2 567 725 591	165 006 296	2 742 154 886
Total des postes législatifs			140 324 743	2 207 820	142 532 563
Total des dépenses budgétaires			2 708 050 334	167 214 116	2 884 687 449

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'augmentation des dépenses obligatoires (principalement des travaux d'aménagement) relatives à des immeubles appartenant à l'État et à des locaux loués	Crédit 1b	38 360 191
Fonds destinés à la modernisation des services d'administration de la paye du gouvernement fédéral (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1b	473 717
	Crédit 5b	37 445 036
Total		37 918 753
Fonds pour les travaux de réparation et de réfection d'infrastructures importantes comme des barrages et des ponts	Crédit 5b	31 500 000
Fonds pour les coûts prévus relatifs aux besoins supplémentaires en matière de locaux à bureaux des ministères et organismes gouvernementaux	Crédit 1b	24 983 665
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	Crédit 5b	13 707 112
Fonds pour la mise en œuvre des améliorations requises au Programme des marchandises contrôlées, qui sont énoncées dans la Stratégie de renforcement de la sécurité	Crédit 1b	6 088 187
Fonds pour les coûts de locaux liés à l'administration des pensions de retraite	Crédit 1b	5 729 216
Fonds pour la remise en état et la reconstruction du Manège militaire de la Grande-Allée de Québec	Crédit 5b	3 390 000
Fonds pour la vérification des coûts liés principalement aux contrats de défense	Crédit 1b	2 386 974
Fonds pour les projets de rénovation des immeubles de la Cité parlementaire	Crédit 1b	893 000
Fonds pour les paiements tenant lieu d'impôts fonciers et de taxes municipales à l'égard des biens de l'État et des biens loués	Crédit 1b	682 628

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter***Autorisations disponibles*

Crédit 1b (633 430)

Total des crédits à adopter**165 006 296****Total des crédits législatifs****2 207 820****Transferts***Transferts provenant d'autres organisations*

Transfert de Services partagés Canada à Citoyenneté et Immigration et à Travaux publics et Services gouvernementaux pour le rajustement de montants à la suite de la création de Services partagés Canada

Crédit 1b **6 909 500**

Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor à Travaux publics et Services gouvernementaux pour les activités subsistant en rapport avec la mise au point de l'application de gestion des ressources humaines (Peoplesoft 9.1)

Crédit 1b **2 513 499****Total des transferts****9 422 999****Total des dépenses budgétaires****176 637 115**

VIA Rail Canada Inc.**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
60b Paiements à VIA Rail Canada Inc.	286 783 000	.....	152 600 000	439 383 000
Total des dépenses budgétaires	286 783 000	.....	152 600 000	439 383 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds destinés à financer les besoins en capital	Crédit 60b	97 900 000
Fonds destinés à financer les besoins de fonctionnement <i>(Budget fédéral de 2013)</i>	Crédit 60b	54 700 000
Total des crédits à adopter		152 600 000
Total des dépenses budgétaires		152 600 000

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013-2014

Annexe

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au
projet de loi de crédits

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits
(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2014)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT MINISTÈRE		
1b	Affaires étrangères, Commerce et Développement – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des haut-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, du personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et résidents canadiens domiciliés hors du Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an, et autorisation : a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition; b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des	26 324 855	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
5b	AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT (<i>suite</i>) MINISTÈRE (<i>suite</i>) pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i>, pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne : (i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, (ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, (iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de Affaires étrangères, Commerce et Développement – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT (<i>fin</i>) MINISTÈRE (<i>fin</i>)		
10b	Affaires étrangères, Commerce et Développement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), du Programme d’aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité, du Programme de lutte contre la drogue en Afghanistan, du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d’opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, sous forme de paiements monétaires ou sous forme de produits ou de services; autorisation de contracter durant l’exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l’augmentation des exportations canadiennes; et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d’autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l’équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2011, et aux fins d’aide au développement international et d’assistance humanitaire internationale et à d’autres fins précisées, sous forme de paiements monétaires et de fourniture de biens ou services	247 494 570	
L19b	Affaires étrangères, Commerce et Développement, le crédit L40, <i>Loi de crédits n° 2, 2013-2014</i>, est remplacé par l’énoncé suivant : Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d’aide au développement international (institutions financières)</i>, le montant de l’aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, en ce qui concerne l’achat d’actions des institutions financières internationales ne doit pas dépasser 79 055 546 \$US pour la période commençant le 1^{er} avril 2013 et se terminant le 31 mars 2014, soit un montant estimé à 79 601 125 \$CAN	1	
			273 819 427

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN MINISTÈRE		
1b	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement et : <i>a) conformément au paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice;</i> <i>b) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;</i> <i>c) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;</i> <i>d) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil;</i> <i>e) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de</i>	86 576 828	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN (suite et fin) MINISTÈRE (suite et fin)		
5b	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses en capital et : a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes	2 600 000	
10b	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	501 907 367	
	COMMISSION DE VÉRITÉ ET DE RÉCONCILIATION RELATIVE AUX PENSIONNATS INDIENS		591 084 195
30b	Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens – Dépenses du Programme – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1
	GREFFE DU TRIBUNAL DES REVENDICATIONS PARTICULIÈRES		
35b	Greffe du Tribunal des revendications particulières – Dépenses du Programme – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 650 314

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC 1b Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an 5b Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 184 988 49 288 977	50 473 965
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE MINISTÈRE 5b Agence de promotion économique du Canada atlantique – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		4 273 621
	SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON 10b Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>		1 085 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
	MINISTÈRE		
1b	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, de l'administration du Programme Agri-stabilité et de la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	7 052 726	
10b	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 000 000	
			8 052 726
	COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS		
30b	Commission canadienne des grains – Dépenses du Programme – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	ANCIENS COMBATTANTS MINISTÈRE		
1b	Anciens Combattants – Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des déféctuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	8 766 404	
5b	Anciens Combattants – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	11 423 000	
			20 189 404

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION MINISTÈRE		
1b	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	8 963 563	
5b	Citoyenneté et Immigration – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	3 000 000	
7b	Fonds renouvelable de Passeport Canada – En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , (L.R.C. (1985), ch. R-8), les paragraphes 4(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 4(1) Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration peut engager des dépenses sur le Trésor pour les services de passeports et d'autres documents de voyage au Canada et dans les missions établies à l'étranger. (2) Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration peut dépenser, au titre du poste visé au paragraphe (1), les recettes perçues au même titre. Cette modification est réputée avoir été édictée le 2 juillet 2013	1	
			11 963 564

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL DU TRÉSOR SECRÉTARIAT		
1b	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice et pour d'autres activités du Secrétariat du Conseil du Trésor	5 264 377	
15b	Rajustements à la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	94 092 664	
20b	Assurances de la fonction publique – Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	918 264	
25b	Report du budget de fonctionnement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits en raison du report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent	275 000 000	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL DU TRÉSOR (<i>suite et fin</i>) SECRÉTARIAT (<i>suite et fin</i>)		
30b	Besoins en matière de rémunération – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d’autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d’emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d’emploi dans l’administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n’ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération	955 000 000	
			1 330 275 305
	CONSEIL PRIVÉ MINISTÈRE		
1b	Conseil privé – Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d’enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d’État, mais qui ne dirige pas un ministère d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé aux ministres d’État qui dirigent un ministère d’État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d’un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d’autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l’exercice – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		1 067 755
	BUREAU CANADIEN D’ENQUÊTE SUR LES ACCIDENTS DE TRANSPORT ET DE LA SÉCURITÉ DES TRANSPORTS		
10b	Bureau canadien d’enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports – Dépenses du Programme		863 222

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	DÉFENSE NATIONALE MINISTÈRE		
1b	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d’affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 28 524 492 954 \$ à l’égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l’année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu’une tranche de 11 477 731 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables à l’égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d’organismes extérieurs, d’autres ministères et organismes de l’État et d’autres administrations; et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l’exercice pour compenser les dépenses relatives à ce crédit, y compris la prestation de services de soutien internes à d’autres organisations; et autorisation de verser des paiements au titre des programmes de pension, d’assurance et de sécurité sociale ou d’autres ententes pour les employés recrutés sur place à l’extérieur du Canada ou pour l’administration de tels programmes ou de telles ententes, y compris les primes, les contributions, les paiements d’avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l’égard des employés recrutés sur place à l’extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d’État, mais qui ne dirige pas un ministère d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé aux ministres d’État qui dirigent un ministère d’État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	713 103 522	
5b	Défense nationale – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
			713 103 523

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	DÉFENSE NATIONALE (<i>suite et fin</i>)		
	CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS		
20b	Centre de la sécurité des télécommunications – Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , l'autorisation de dépenser au cours de l'exercice les recettes perçues, inhérentes aux activités de l'organisation, y compris la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		12 624 635
	COMMISSION D'EXAMEN DES PLAINTES CONCERNANT LA POLICE MILITAIRE		
25b	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire – Dépenses du Programme – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		3 349 559
	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
5b	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transfert de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		13 673 333

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	ENVIRONNEMENT MINISTÈRE		
1b	Environnement – Dépenses de fonctionnement et, aux termes de l’alinéa 29.1(2)a) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant de la prestation de services ou de la vente de produits d’information découlant des opérations du Ministère financées par ce crédit, y compris les services de recherche, d’analyse et de services scientifiques, les relevés hydrologiques, les services de réglementation et de surveillance, y compris les activités de surveillance des sables bitumineux, les droits d’entrée et les permis, les services de biens immobiliers, et autorisation au ministre de l’Environnement d’engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d’État, mais qui ne dirige pas un ministère d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé aux ministres d’État qui dirigent un ministère d’État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	10 004 395	
5b	Environnement – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l’extérieur, y compris les dépenses faites à l’égard de propriétés n’appartenant pas au gouvernement fédéral – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	50 316	
10b	Environnement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, et contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral pour l’application du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 162 339	
			12 217 050

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	FINANCES MINISTÈRE		
1b	Finances – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice	2 543 000	
5b	Finances – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	4 200 000	
7b	Pour modifier le paragraphe 14(1) de la <i>Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières</i> afin d'augmenter le montant jusqu'à concurrence duquel le ministre des Finances peut faire des paiements directs au Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières de 33 000 000 \$ à 52 100 000 \$	1	
			6 743 001

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE MINISTÈRE		
1b	Industrie – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d’affecter les recettes perçues au cours d’un exercice à la compensation de ses dépenses relatives à la prestation de services de soutien internes à d’autres organisations, à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d’un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d’État, mais qui ne dirige pas un ministère d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé aux ministres d’État qui dirigent un ministère d’État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	36 742 410	
5b	Industrie – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
10b	Industrie – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	55 051 488	
			91 793 899
	AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE SUD DE L’ONTARIO		
55b	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l’Ontario – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		19 830 000
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
60b	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses de fonctionnement	53 939 454	
65b	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
70b	Conseil national de recherches du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	6 872 943	
			60 812 398

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE (<i>suite et fin</i>)		
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
75b	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d’affecter les recettes perçues au cours d’un exercice à la compensation des dépenses encourues au cours de cet exercice, relativement à la prestation de services de soutien internes à d’autres organisations	728 509	
80b	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	14 159 739	
			14 888 248
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
90b	Conseil de recherches en sciences humaines – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d’affecter les recettes perçues au cours d’un exercice à la compensation des dépenses encourues au cours de cet exercice, relativement à la prestation de services de soutien internes à d’autres organisations – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	461 803	
95b	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	6 498 108	
			6 959 911
	STATISTIQUE CANADA		
105b	Statistique Canada – Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d’un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues, y compris les recettes pour la prestation de services de soutien internes à d’autres organisations		36 574 832
	INFRASTRUCTURE, COLLECTIVITÉS ET AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES		
5b	Bureau de l’infrastructure du Canada – Contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		224 462 041

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	JUSTICE MINISTÈRE		
1b	Justice – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d’affecter au cours d’un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d’État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère, et la prestation de services de soutien internes à d’autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d’État, mais qui ne dirige pas un ministère d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé aux ministres d’État qui dirigent un ministère d’État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	683 004	
5b	Justice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	9 800 000	
			10 483 004
	BUREAU DU DIRECTEUR DES POURSUITES PÉNALES		
35b	Bureau du directeur des poursuites pénales – Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d’un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes et par la prestation de services de soutien internes à d’autres organisations, ainsi que par la prestation de services facultatifs aux sociétés d’État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice		3 777 349
	COUR SUPRÊME DU CANADA		
50b	Cour suprême du Canada – Dépenses du Programme		118 613

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	PARLEMENT		
	CHAMBRE DES COMMUNES		
5b	Chambre des communes – Dépenses du Programme, y compris les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes		14 531 989
	CONSEILLER SÉNATORIAL EN ÉTHIQUE		
20b	Conseiller sénatorial en éthique – Dépenses du Programme		60 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1b	Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d’affecter les recettes générées au cours de l’exercice par l’Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d’information sur le patrimoine, le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et le programme Expérience de la capitale, ainsi que par la prestation de services de soutien internes à d’autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d’État, mais qui ne dirige pas un ministère d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé aux ministres d’État qui dirigent un ministère d’État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
5b	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	848 588	
			848 589
	CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
10b	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l’article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l’article 8 de cette loi – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
50b	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d’affecter les recettes de l’exercice en vertu du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , du <i>Règlement sur les droits relatifs aux télécommunications non sollicitées</i> , et des autres activités d’exploitation, jusqu’à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor		1

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN (<i>suite et fin</i>)		
	SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
65b	Paielements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1
	COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX		
70b	Commission des champs de bataille nationaux – Dépenses du Programme		660 000
	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
95b	Commission de la fonction publique – Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation de produits et services de dotation, d'évaluation et de counseling et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	PÊCHES ET OCÉANS		
1b	Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement et : a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne et pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations; d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	64 167 294	
5b	Pêches et Océans – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	24 519 207	
10b	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	27 425 840	
			116 112 341

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES MINISTÈRE		
1b	Ressources humaines et Développement des compétences – Dépenses de fonctionnement et : a) autorisation d’effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada, du Compte des opérations de l’assurance-emploi et du Compte à fins déterminées pour l’administration des bourses d’excellence du millénaire; b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l’exercice, les recettes reçues au cours de l’exercice qui proviennent : (i) des services du Secteur des programmes d’accès public, (ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail, (iii) des services offerts au nom d’autres ministères du gouvernement fédéral et/ou d’établissements publics du gouvernement fédéral, (iv) du montant facturé à n’importe quelle société d’État en vertu de l’alinéa 14b) de la <i>Loi sur l’indemnisation des agents de l’État</i> en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d’État, (v) de la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l’indemnisation des agents de l’État</i> ; c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d’État, mais qui ne dirige pas un ministère d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé aux ministres d’État qui dirigent un ministère d’État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	2 896 559	
5b	Ressources humaines et Développement des compétences – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	57 355 900	
			60 252 459

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES <i>(suite et fin)</i> BUREAU DE LA COORDONNATRICE DE LA SITUATION DE LA FEMME		
25b	Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an		1 600 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES NATURELLES		
	MINISTÈRE		
1b	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au <i>Règlement sur les explosifs</i> ; de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère; et pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
5b	Ressources naturelles – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
			2
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE		
15b	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		15 000 000
	COMMISSION CANADIENNE DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE		
20b	Commission canadienne de sûreté nucléaire – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 957 213
	OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE		
25b	Office national de l'énergie – Dépenses du Programme		12 380 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ MINISTÈRE		
1b	Santé – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d’affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l’exercice par la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux, ainsi que par la prestation de services de soutien interne à d’autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d’État, mais qui ne dirige pas un ministère d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé aux ministres d’État qui dirigent un ministère d’État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	235 479 489	
5b	Santé – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
10b	Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, sous forme de paiements monétaires et de fourniture de biens ou de services – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	101 958 206	
	AGENCE CANADIENNE D’INSPECTION DES ALIMENTS		337 437 696
11b	Agence canadienne d’inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	27 973 639	
13b	Agence canadienne d’inspection des aliments – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	4 924 955	
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		32 898 594
15b	Instituts de recherche en santé du Canada – Dépenses de fonctionnement	859 268	
20b	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	14 000 000	
			14 859 268

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ <i>(suite et fin)</i>		
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
45b	Agence de la santé publique du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d’affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l’exercice pour la vente de produits, les services d’inspection et la prestation de services de soutien internes à d’autres organisations	19 719 028	
50b	Agence de la santé publique du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 081 962	
55b	Agence de la santé publique du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
			20 800 991

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE MINISTÈRE		714 000 000
5b	Sécurité publique et Protection civile – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
20b	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses du Programme – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		5 178 867
	SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA		
25b	Service correctionnel du Canada – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse; b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus; c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux; d) autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		5 592 264

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE (suite et fin)		
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
45b	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues, y compris les recettes pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	172 950	
50b	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	157 575	
55b	Gendarmerie royale du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	5 833 485	
			6 164 010
	COMMISSION DES PLAINTES DU PUBLIC CONTRE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
65b	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme		4 289 937

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS MINISTÈRE		
1b	Transports – Dépenses de fonctionnement et : <i>a) autorisation d’engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l’exercice d’une juridiction ou par suite de l’exercice d’une juridiction en matière d’aéronautique;</i> <i>b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la Loi sur l’aéronautique;</i> <i>c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser les recettes de l’exercice, y compris celles provenant de la prestation de services de soutien internes à d’autres organisations;</i> <i>d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d’État, mais qui ne dirige pas un ministère d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé aux ministres d’État qui dirigent un ministère d’État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de</i>	9 621 769	
5b	Transports – Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés	2 410 440	
10b	Transports – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
			12 032 210
	LA SOCIÉTÉ DES PONTS FÉDÉRAUX LIMITÉE		
45b	Paiements à La Société des ponts fédéraux Limitée		1 338 293
	LES PONTS JACQUES-CARTIER ET CHAMPLAIN INC.		
50b	Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l’excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l’exception de l’amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l’exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d’une partie de l’autoroute Bonaventure, de l’estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal		70 976 409

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
60b	TRANSPORTS <i>(suite et fin)</i> VIA RAIL CANADA INC. Paielements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada, conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>		152 600 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX MINISTÈRE		
1b	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> ; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , des services de soutien internes à d'autres organisations; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	78 964 148	
5b	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	86 042 148	
			165 006 296
	SERVICES PARTAGÉS CANADA		
15b	Services partagés Canada – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours de l'exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation de services de technologie de l'information – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	110 999	
20b	Services partagés Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	5 752 330	
			5 863 329
			5 300 650 657

Postes devant être inclus dans l'annexe 2 proposée au projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2015)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	ENVIRONNEMENT AGENCE PARCS CANADA		
20b	Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		37 514 062
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
10b	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'exercice en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	35 718 818	
15b	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	40 937 047	
			76 655 865
			114 169 927